Bulletin 12-0209.qxd 09-02-18 19:04 Page 1

LIBER
BULLETIN

Montréal, janvier 2009 — **Cahier d'information et de promotion des éditions Liber**

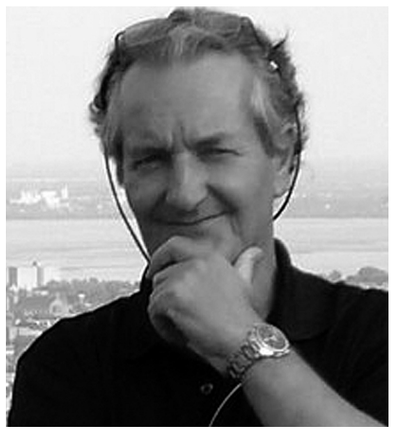
Billet

Pour saluer Xavier Harmel

Xavier Harmel s'est retiré sur ses terres voilà plusieurs mois déjà, après une trentaine d'années de travail dans le milieu du livre comme représentant, à sillonner la province et à répandre la bonne nouvelle. Le dernier tiers de cette carrière, il s'est particulièrement occupé, chez Dimedia, des titres de philosophie et de sciences humaines et sociales, ce qui l'a rapproché encore de notre propre activité. Autour de la table de l'amitié, nous passions, avec toute l'aisance que permettaient le vin et les bons plats, du bricolage à la pêche à la ligne (dont j'ignore tout, mais qu'il pratique avec passion) en nous arrêtant régulièrement pour reprendre notre souffle à telle citation poilante de Coluche ou de Guy Bedos, à telle anecdote désolante sur nos collègues, sans oublier les commentaires à l'emporte-pièce sur les hauts et les bas de ce monde — surtout les bas. On se marrait, quoi !

Mais la conversation revenait toujours fatalement sur le livre — on ne se refait pas. Et on remâchait les mêmes thèmes : provenance des manuscrits et rotation des stocks, politique éditoriale et prix du livre, état du marché et état des idées. De temps en temps, on envisageait quelque « grand » projet, par exemple un salon du livre des sciences humaines. Nous prêchions avec enthousiasme et conviction *pro domo* tout en nous désolant de la part congrue qu'on réservait de plus en plus aux ouvrages de cette nature dans les médias, mais aussi auprès du public cultivé qui aurait dû les soutenir, et nous nous convainquions qu'il fallait bien faire quelque chose. L'optimisme rechargé, nous reprenions le bâton du pèlerin, nous immobiles à notre table de travail, lui dans les boutiques des libraires à essayer de vendre sa salade.

Cela dit, nous n'étions pas obligés d'être d'accord sur tout. À un moment il y eut crise dans le landerneau. Des librairies s'effondraient, les ventes chutaient, les règles du jeu devaient être revues. Il y eut un forum, il



y eut une politique « du livre et de la lecture ». Il fallait un meilleur accès aux livres, stimuler l'intérêt pour la lecture, lutter contre l'analphabétisme, enrichir les bibliothèques publiques. Chiffres à l'appui, le livre se portait mal, faute de lecteurs. Je ne sais pas bien si tout ce remue-ménage a servi à quelque chose, sans doute à mieux rationaliser les pratiques. Y a-t-il plus de lecteurs ? Va savoir. Sont-ils de meilleurs lecteurs ? La question ne s'est jamais posée.

Quoi qu'il en soit, Xavier m'a semblé d'accord avec ces grandes lignes. Au cours de nos discussions, il est souvent revenu sur le lectorat et sur les façons de l'accroître. Il pensait notamment à de la publicité générique qui aurait fait la promotion « du » livre plutôt que de tel et tel titre. Pour ma part, l'idée de lectorat (comme celle de livre en général) m'a toujours parue suspecte. D'une part, parce que, en tant qu'entreprise, je préférerais convaincre des « acheteurs » (peu importe, de ce point de vue, qu'ils lisent ou non ce qu'ils paient — eh oui, c'est comme ça qu'on règle le loyer), d'autre part, parce que, en tant qu'éditeur de livres d'idées qui se veulent critiques, il ne m'est pas indifférent qu'on lise des œuvres intelligentes ou des conneries. Or le lectorat évoque justement cela : une masse anonyme qui consomme n'importe quoi — je veux dire dont la nature de la lecture n'est pas prise en compte. Je demande pour ma part une meilleure détermination de ce dont on parle, et je demande également qu'on ne refuse pas de débattre de la qualité de ce qu'on lit. Autrement, on s'en tient à proclamer que la lecture, c'est merveilleux. Bien. Continuez alors à lire le mode d'emploi de votre lessiveuse.

Voilà ce que parfois je répondais à Xavier. Je ne suis pas sûr d'avoir réussi à le convaincre avec mes diatribes. Voilà pourquoi, encore aujourd'hui, nous n'hésitons pas reprendre le débat, autour de la table de l'amitié, quand nous faisons bonne chère.

Giovanni Calabrese

Entretien

Gilles Paquet
Gouvernance: mode d'emploi

Gilles Paquet, vous avez écrit et publié plusieurs livres et une grande quantité d'articles sur la gouvernance. Dans votre dernier ouvrage,* Gouvernance : mode d'emploi, *vous en rappelez la définition — coordination efficace quand pouvoir, ressources et information sont vastement distribués entre plusieurs mains. D'une certaine façon, cette notion peut se rapprocher de celles de gestion et de gouvernement — fonctions qui sont également exercées à plusieurs et pour plusieurs. Qu'est-ce qui l'en distingue ? Il me semble qu'il y a quelque chose de critique dans cette « gouvernance » qui n'est pas dans les deux autres notions, je me trompe ?

Non, vous avez raison. Gouvernement, gouvernance et gestion sont des concepts qui se chevauchent un peu, et sont un brin enchevêtrés dans la vraie vie, mais qui correspondent à des réalités fondamentalement différentes. « Gouvernement » correspond à la détermination coercitive de haut en bas, hiérarchiquement, par l'instance en charge, de la direction à prendre. On y occulte délibérément la production collective de décisions en attribuant la gouverne au chef. C'est le gouvernement Charest, c'est la régie d'entreprise par Pierre Karl Péladeau. « Gestion » connote le processus par lequel cette décision régalienne est mise en œuvre par l'opération des subalternes (rang inférieur, position laissant peu de part à l'initiative).

La notion de gouvernance prend ses distances par rapport à ce genre de stylisation. Loin de l'occulter, on met la production collective de décisions au centre du tapis ; loin de mettre la gestion en position subordonnée, elle devient la base d'une rétroaction continue qui alimente l'apprentissage et oriente l'expérimentation, qui elle-même est continue. La gouvernance part du postulat que la complexité du contexte, et des assemblages de mécanismes qu'il faut mettre en place pour y répondre efficacement, fait qu'aucune instance n'est totalement en charge parce que le pouvoir, les ressources et l'information sont vastement distribués entre plusieurs mains. Pas question, donc, de décision régalienne par l'Un (comme dirait La Boétie — les autres tombant dans la servitude volontaire), mais nécessité de *co-laboration* des diverses parties prenantes (y compris les gestionnaires) pour en arriver à la collaboration nécessaire pour faire un travail efficace. En sort un accord sur ce qui est techniquement faisable, socialement acceptable, pas trop politiquement déstabilisant, paraissant un compromis honnête pour tous les intervenants, et arrangements qu'on peut pratiquement mettre en œuvre.

La notion de gouvernance est donc subversive : elle est une solution de rechange au gouvernement de haut en bas par les potentats ou présumés potentats qui veulent imposer leurs vues tant dans le privé et le public que dans le social. La gouvernance trouve la notion de leadership suspecte, et suggère que consultation, médiation et négociation s'imposent entre parties prenantes pour décider des grandes orientations, avant qu'on s'entende avec les gestionnaires subalternes (qui sont aussi des partenaires) pour procéder à la mise en œuvre. Il s'agit ici de *stewardship* collectif, pas de leadership nécessairement personnalisé.

La gouvernance repose sur une appréciation des limites de la contribution de chacun dans la gouverne des organisations, et sur la nécessité de mettre en place, par consultation et négociation, les mécanismes nécessaires à une collaboration fructueuse des intervenants qui est incontournable. En ce sens, gouvernement connote une gouverne verticale qui instrumentalise la gestion ; gouvernance connote une gouverne beaucoup plus horizontale et transversale qui mobilise explicitement la gestion comme partenaire chargé de fournir l'occasion de réflexivité et de rétroaction (et donc expérimentation et apprentissage) pour améliorer ou corriger le tir au fil de l'expérience.

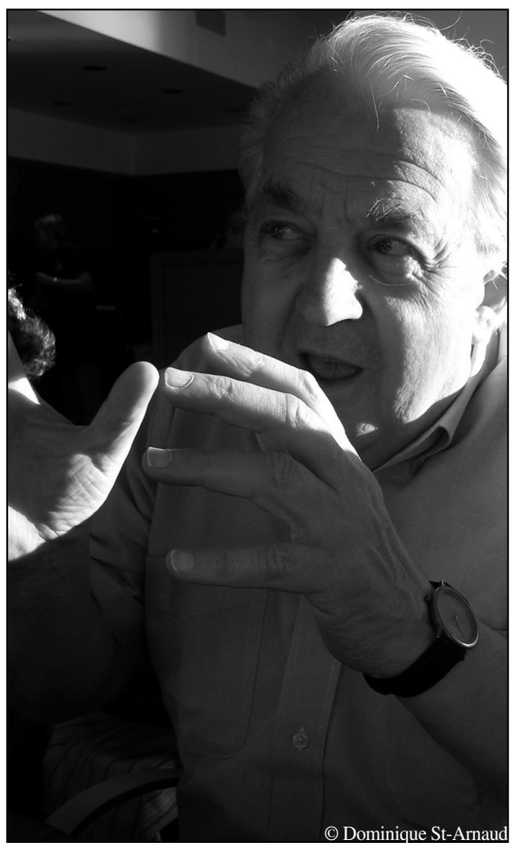
Ces nuances sont importantes parce que, dans le binôme gouvernement-gestion, l'asymétrie est omniprésente — rapport entre la tête et les jambes — alors que la gouvernance est travail de co-opération et d'apprentissage dans lequel il n'y a pas hiérarchie mais hétérarchie, c'est-à-dire autorité de l'un ou de l'autre partenaire selon le moment, les circonstances et les besoins comme dans le jeu des ciseaux, de la pierre et du papier — le papier enveloppe la pierre, la pierre brise les ciseaux, mais les ciseaux coupent le papier. Dans le monde de l'hétérarchie, l'ingénieur, le financier et le relationniste ont le plus souvent le dernier mot dans leurs domaines respectifs, et le grand défi est d'assurer la coordination efficace entre tous ces sous domaines. Gouvernement-gestion et gouvernance-gestion sont deux mondes fort différents.

Gouvernance : mode d'emploi, *donc. Alors, dites-nous, comment les choses se passent-elles sur le terrain quand on adopte le point de vue gouvernance, quand on essaie de corriger une pathologie ou de gérer une situation ? Que voit-on de ce point de vue que d'autres points de vue ne révèlent pas ? Quelles réactions provoquez-vous ? Quels résultats obtenez-vous ?*

Mes travaux en gouvernance s'inscrivent dans deux registres complémentaires. Le premier s'attache à repérer et à analyser les pathologies de gouvernance : les cas de mauvaise coordination qui entraînent des résultats désastreux. Les files d'attente en santé et le taux de décrochage en éducation sont des symptômes de mauvaise gouvernance qu'il faut examiner pour remonter à leur source et proposer des mécanismes correcteurs. Le second registre, au fil des terrains, est le développement d'un outillage mental pour faire ce travail d'analyse et de clinique.

Oublier la Révolution tranquille et *Pathologies de gouvernance* étaient nettement dans le premier registre ; *Gouvernance : une invitation à la subversion* et *Gouvernance : mode d'emploi* dénoncent certaines pathologies mais commencent à mettre en place l'outillage mental nécessaire qui s'est révélé utile pour faire les radoubs qui s'imposent quand pathologie de gouvernance il y a.

L'approche gouvernance part d'une cartographie du terrain des opérations pour déterminer quelles sont les parties prenantes qui ont une part non négligeable du pouvoir, des ressources et de l'information. Il s'agit alors de découvrir ou de créer un terrain d'entente ou tout au moins des armistices entre ces divers intervenants qui ont des cadres conceptuels fort différents, et de mettre en place des mécanismes capables de coordonner efficacement leurs activités de manière à susciter la collaboration nécessaire.



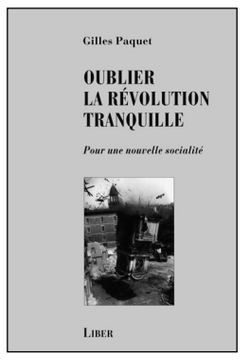
© Dominique St-Arnaud

L'approche gouvernance prend acte des tensions entre les divers acteurs, et, par un travail de consultation, médiation et négociation, elle cherche à en arriver à des arrangements acceptables par tous. Ces tractations visent à produire des accommodements raisonnables pour le plus grand nombre d'intervenants. Gouvernance commande compromis, mais surtout capacité à articuler une direction qui correspond aux préférences éclairées des intervenants une fois qu'ils ont eu l'opportunité de prendre en compte les effets directs et indirects des diverses stratégies qui leur apparaissent possibles. Reste ensuite à mettre en place les mécanismes qui vont assurer la pérennité de ces arrangements.

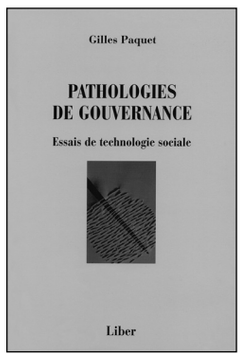
Il s'agit d'un travail d'architecture organisationnelle qui, par un assemblage de mécanismes (vérité des prix, autant de décentralisation que possible mais autant de centralisation que nécessaire, forums pour la négociation, contrats moraux de toutes sortes, accord sur les mécanismes à sûreté intégrée qui vont éviter le sabotage et les culs-de-sac, etc.) ne se contente pas de régler un problème mais tente de créer une situation entièrement nouvelle (porteuse de collaboration) que les acteurs vont régler eux-mêmes.

Une intervention gouvernance réclame des intervenants une participation active et des accommodements imaginatifs, alors qu'ils sont naturellement

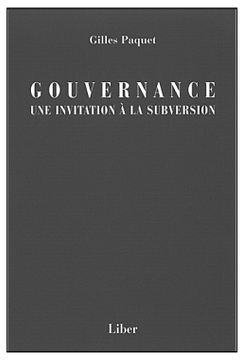
suite p. 12



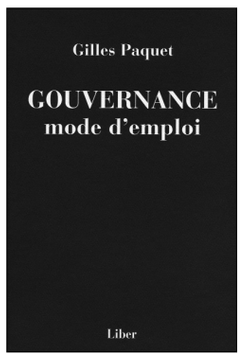
Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité
162 pages, 23 $,
ISBN 978-2-921569-65-1
parution avril 1999



Pathologies de gouvernance. Essais de technologie sociale
246 pages, 24 $,
ISBN 978-2-89578-044-1
parution janvier 2004



Gouvernance : une invitation à la subversion
400 pages, 25 $,
ISBN 978-2-89578-071-7
parution mai 2005



Gouvernance : mode demploi
372 pages, 25 $,
ISBN 978-2-89578-146-2
parution novembre 2008

Bulletin 12-0209.qxd 09-02-18 19:04 Page 2

Opinion

Libérer la recherche

©Alain Décarie

Il y a quelque chose d'accablant dans l'étude qu'Andrée Lajoie consacre à l'histoire des subventions publiques à la recherche en sciences humaines et sociales. Accablant particulièrement pour les professeurs. Bien sûr ce ne sont pas principalement eux que vise le livre, qui dénonce plutôt la logique générale qui préside aux programmes actuels d'aide à la recherche, dont les enseignants sont, d'un certain point de vue, les victimes. Mais ce sont eux qui viennent à l'esprit de l'éditeur quand on parle d'université et de recherche universitaire, pour la simple raison que c'est leur travail qu'on finit par rencontrer, ce sont leurs textes qu'on publie, c'est d'eux qu'on attend beaucoup pour la compréhension et la clarification du monde. Les autres membres de la communauté universitaire, administrateurs, gestionnaires, étudiants, ont pour lui une présence plus évanescente. Or, que les professeurs acceptent de s'inscrire dans cette logique semble en effet une sorte de trahison.

Quelle est la logique en question ? La réponse se trouve, par antiphrase, dans le titre, *Vive la recherche libre !* La recherche libre, dit Andrée Lajoie, est « entreprise par le chercheur selon son choix de sujet et sans contrainte quant aux modalités de réalisation de son projet ». Il se trouve pourtant que si, au début des programmes publics d'aide à la recherche en sciences humaines et sociales à la fin des années 1950, la recherche libre occupait tout l'espace de la recherche subventionnée, il n'en va plus de même aujourd'hui. Avec le temps, en effet, et en passant du Conseil des arts du Canada au Conseil de recherches en sciences humaines et, au Québec, à l'actuel Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, elle a peu à peu été réduite à la part congrue dans la hauteur des subventions, toutes provenances confondues. Car les programmes s'adressent aujourd'hui avant tout à des projets « concertés » (réalisés en partenariat, en équipe, de manière interdisciplinaire, etc.) ou à des projets « ciblés » (dont les thèmes sont définis par les organismes subventionneurs), souvent à une combinaison des deux. Sans entrer dans le détail administratif, politique et économique de ces programmes de subventions et de ces types de recherche, les critiques qu'on leur adresse reposent à la fois sur le doute quant à la valeur réelle du travail concerté (en équipe, parfois artificielle, en partenariat, en réseau, avec le risque de former des cliques) et sur l'inquiétude relativement à l'orientation donnée au travail universitaire, qu'on instrumentalise et qu'on exploite pour résoudre des problèmes immédiats et rentables au détriment de la recherche fondamentale, qui devrait être la vocation de l'université.

Le travail d'Andrée Lajoie a le grand mérite de documenter en détail le malaise universitaire, qui est par ailleurs connu depuis longtemps. Dans *Le pacte faustien de l'université*, Aline Giroux mentionne plusieurs ouvrages qui le dénoncent (Aronowitz, Freitag, Readings, etc.) auxquels il faut ajouter le sien. Dans une section consacrée en particulier à la recherche en sciences humaines et sociales, elle condamne elle aussi, en termes très durs, la concertation de la recherche. Citant Michel Freitag, elle note : « Les groupes de recherche se transforment facilement en " coteries, pratiquant un même 'paradigme' dont la signification et la valeur cognitive — surtout en sciences humaines — [deviennent] entièrement ésotériques". » De même, elle s'élève contre la trop grande proximité exigée du travail universitaire avec des questions de l'heure, au détriment de la réflexion individuelle fondamentale et de plus longue portée. Le savoir apparaît, dit-elle, comme « un objet d'échange " sur le marché des idées", dans " une société du savoir" à l'ère de l'"économie du savoir". Comme dans le discours dominant, on assiste ici à la chosification et à la marchandisation de l'activité intellectuelle. »

Il est difficile de dire dans quelle mesure les professeurs eux-mêmes collaborent spontanément et dans l'enthousiasme à cette logique et dans quelle mesure au contraire ils s'en sentent piégés. Dans un texte de *Pathologies de gouvernance* portant justement sur l'université, Gilles Paquet semble dire qu'ils adoptent simultanément les deux attitudes : « Les professeurs constituent un groupe schizophrène exposé à l'opprobre. Censément engagés par les universités pour enseigner, ils découvrent vite que leur avenir dépend exclusivement de leur recherche, ou plus précisément de leurs subventions de recherche et de leurs publications de textes pointus, souvent peu utiles ou utilisables. Or, comme les professeurs sont rationnels, ils répondent à ces consignes et y ajustent leur comportement. Ils ne donnent qu'une importance subsidiaire à l'enseignement et au service à la communauté, qui sont leurs deux autres fonctions. » À la lecture de la deuxième partie du livre d'Andrée Lajoie, qui est le résultat d'une enquête menée auprès des chercheurs (mais aussi des administrateurs), on sent souvent en tout cas dans les témoignages cités une sorte de sentiment de fatalité : leur carrière est en jeu, ils sont évalués en fonction de l'argent qu'ils « vont chercher », ils sont donc tenus de passer par les subventions et de répondre à leurs exigences, la concurrence internationale est féroce, etc. Il est au reste vraisemblable aussi que les programmes de subventions actuels et le type de recherche qu'ils favorisent aient des avantages considérables, pour la gestion de l'argent public certes, mais sans doute également pour la qualité de la recherche elle-même (les atouts de l'interdisciplinarité, par exemple, ne sont pas négligeables). Il va donc de soi que personne ne souhaite vraiment mettre fin à tout cela. Ce qui soulève l'inquiétude, c'est la part démesurée occupée, dans les programmes subventionneurs, par une certaine façon de faire de la recherche au détriment du travail intellectuel personnel, la recherche libre. Cela finit par instaurer des pratiques, des habitudes, des traditions qui risquent d'atrophier d'autres ressources de l'esprit.

Si les choses devaient continuer dans ce sens, les effets sur le programme des maisons d'édition de sciences humaines et sociales seraient sans doute considérables. Ces effets se font d'ailleurs déjà sentir. Ils sont sensibles d'abord dans la facture conceptuelle-linguistique même des textes. Habitués au code exsangue des rapports de recherche, à l'« ambilinguisme » pratiqué dans un espace scientifique anglicisé et aux besoins de se démarquer des concurrents sur des aspects exagérément subtils et alambiqués, les rédacteurs universitaires ont fini par cultiver une langue de bois qui, sous prétexte de scientificité, ne peut ni sortir de l'institution ni féconder les esprits. Ces effets sont sensibles ensuite dans le type même de manuscrits que nous recevons. On sait déjà la part qu'occupent, dans la carrière universitaire, les articles spécialisés, les enquêtes et autres conférences aux congrès. Rien, le plus souvent, pour faire un livre. Et, quand il en sort un, il s'agit d'un collectif. Il nous semble en tout cas que, de l'université, nous recevons depuis quelque temps beaucoup plus de manuscrits de cette forme que de livres à une seule main. Ouvrages « concertés » donc, aux « textes pointus, souvent peu utiles ou utilisables », destinés à une « coterie ». Qui ne seront pas publiés. Les mêmes effets se font enfin sentir à travers une espèce de convergence des cerveaux qui, tout à coup, sont requis par les mêmes sujets et qui, pendant un temps, inondent revues et éditeurs, à la manière d'une mode des produits de grande consommation. Il apparaît ainsi des dizaines d'articles et de livres tous traitant du même problème, les mêmes signatures revenant d'ailleurs d'une publication à l'autre.

Il ne se passe alors pas un jour où l'éditeur ne se demande, à son tour, s'il y a encore à l'université de la recherche libre, une recherche dont il pourra avec une connivence flatteuse publier les résultats.

Giovanni Calabrese

Extrait

Parmi les motifs qu'invoquent aussi bien les administrateurs que les chercheurs qui s'opposent aux contraintes imposées à la recherche par les modes de financement, on note dans l'ordre décroissant :

~ les « résultats non garantis » et la pertinence, mise en doute quant aux équipes, aux partenariats, aux réseaux, au ciblage et à la recherche appliquée, dans la mesure où aucune de ces modalités ne débouche nécessairement sur une meilleure intégration des chercheurs ni sur une meilleure qualité du produit des recherches ;

~ le caractère artificiel que les pressions découlant des modes de financement provoquent chez les chercheurs en équipes, en réseaux, dans le cadre multidisciplinaire, ou de projets ciblés, ce qui entraîne des « adaptations » de camouflage que certains vont jusqu'à qualifier de « prostitution » ;

~ la restriction de la liberté universitaire, soulevée dans le cas des partenariats, du ciblage et de la recherche appliquée ;

~ l'inégalité des disciplines face notamment au ciblage, à la multidisciplinarité et à la recherche appliquée ou quantitative.

Ce dernier effet de la réduction du financement à la recherche libre, particulièrement présent dans les contraintes non explicites que ressentent les chercheurs, laisse entrevoir que tous les chercheurs ne sont pas égaux devant les modes de subvention, et cela, non seulement en regard de leurs disciplines respectives, mais à cause d'autres facteurs, certains structurels, tels que l'université et la faculté (ou le département) d'appartenance, la tâche imposée et la situation géographique, et d'autres, plus personnels, tels la génération, le sexe et la langue de travail.

(p. 142)

Andrée Lajoie
Vive la recherche libre !
Les subventions publiques à la recherche en sciences humaines et sociales au Québec
224 pages, 24 $, ISBN 978-2-89578-175-2
parution février 2009

À propos de…

Joseph Doutre
Plaidoyer pour Guibord

« Les enjeux propres à la modernité politique y sont abordés sur fond de complexes et douloureux transferts culturels Europe-Amérique, et ils le sont avec finesse et verve. […] Avec la publication du texte de Joseph Doutre, une petite lumière s'allume sur la trajectoire de la constitution d'un corpus de la pensée québécoise. »

Dalie Giroux, *Le Devoir*, 13 septembre 2008

•

Louis Godbout
Nietzsche et la probité

« Exégète sans égal de l'œuvre nietzschéenne, Louis Godbout, professeur de philosophie, […] est l'un des rares interprètes du penseur allemand qui cernent l'essentiel de l'œuvre. »

Michel Lapierre, *Le Devoir*, 6 décembre 2008

Rolande Pinard
La révolution du travail. De l'artisan au manager

« Ce livre figure parmi les rares ouvrages québécois récents qui portent un regard sociologique sur les profondes transformations du monde du travail — et non un regard gestionnaire, selon la tendance dominante. »

Louise Boivin, *Relations*, nº 76, août 2008

•

« Pour " sauvegarder notre aptitude à la liberté contre la servitude gestionnaire", Rolande Pinard nous propose de renouer, sous une forme nouvelle à inventer, avec l'esprit du mouvement ouvrier […]. *La révolution du travail* est une œuvre ambitieuse consacrée au sens moderne du travail. »

Le Devoir, 9 février 2008

•

Jean-François Cloutier
Jeff Fillion et le malaise québécois

« Ce livre […] mérite de ressortir de la vaste littérature habituelle où stagnent la plupart des essais politiques. Il y a là […] une intelligence fine du malaise québécois et quelques suggestions retenues, mais bien pensées, qui nous permettraient de nous en déprendre. »

Mathieu Bock-Côté, *L'Action nationale*,
vol. XCIC, nº 1, janvier 2009

Lawrence
Jeff Fillion et le malaise québécois

« Lawrence Olivier témoigne, par une lente entreprise de désertification, démarches têtues et conscientes de ses contradictions, de la violence qui irrigue de part en part nos rapports intimes et sociaux. Par cela, il effraie. Mais ne faut-il pas apprendre à nouveau, avec cette pensée, que ce n'est pas parce qu'une chose est douloureuse qu'elle est fausse ? »

Dalie Giroux, *Le Devoir*, 20 décembre 2008

Bulletin 12-0209.qxd 09-02-18 19:04 Page 3

Entretien

Jean-François Cloutier
Le malaise québécois

Jean-François Cloutier, vous avez récemment publié* Jeff Fillion et le malaise québécois.** ***Le mot «québécois» est volontairement ambigu : il renvoie à la fois à la ville de Québec et au Québec dans son ensemble. Cette ambiguïté est au reste motivée puisqu'il s'agit d'expliquer le malaise du Québec en utilisant comme révélateur le cas de Québec tel qu'on peut le saisir à travers le travail de l'animateur de radio Jeff Fillion au cours des quelques années où il a été* morning man *à* CHOI. *Une question personnelle pour commencer. Vous êtes né à Montréal, vous avez longtemps vécu à Québec, puis vous êtes revenu à Montréal. Je voudrais vous citer un bref passage d'un livre d'entretiens avec Jean Paré, l'ex-rédacteur en chef de* L'actualité, *qui vient lui aussi de Québec. «J'ai déjà comparé la citadelle de Québec à une ceinture de chasteté autour d'une ville glaciale. Il faut en être pour y vivre. Il est difficile pour un étranger de s'intégrer dans la société de Québec […]. À Montréal, au contraire, plus tard, je me suis tout de suite senti chez moi» (*Entretiens avec Jean Paré, *p. 23). Est-ce que vous avez la même expérience des deux villes ?

Absolument, j'ai vécu la même chose que M. Paré. Bien qu'ayant passé la plus grande partie de ma vie à Québec, je dois avouer ne jamais m'y être senti tout à fait à l'aise. À l'inverse, je me suis tout de suite senti chez moi quand je suis arrivé à Montréal. Comme M. Paré, il a suffi de quelques jours pour que j'adopte Montréal comme une vieille veste que j'aurais toujours portée. Il y aurait beaucoup à dire sur les différences entre Québec et Montréal, qui me paraissent considérables. J'ai été surpris quand j'ai écrit *Jeff Fillion* de voir à quel point ce sujet était peu documenté. Les médias parlent à l'envi du mystère de Québec, mais c'est à se demander dans certains cas s'ils souhaitent vraiment l'élucider, tant leur interprétation des percées récentes de l'Action démocratique ou du Parti conservateur dans la capitale est limitée aux événements les plus rapprochés et anodins. Beaucoup de la littérature sur Québec tient aussi de la carte postale et il est très difficile d'y discerner une volonté sérieuse de dévoiler l'âme de cette ville, façonnée par une présence française, oui, mais aussi de façon très importante par une immigration anglaise, par le clergé catholique, par la présence d'une base militaire aux abords de la ville. Je ferais une exception pour *Le ciel de Québec*, de Jacques Ferron, un livre fascinant sur la capitale. Sinon, on dirait qu'on a peur d'être dur ou simplement franc avec Québec, alors qu'on l'est souvent à outrance avec Montréal. Il est vrai que les Québécois de Québec ont l'épiderme sensible et que tout regard non absolument positif sur leur ville, surtout s'il vient de Montréalais, les fait réagir avec passion, un peu comme les peuples colonisés. Cela dit, je tiens quand même à dire que je suis très attaché à Québec et que je me considère bien comme «de Québec». Je définirais mon rapport comme un rapport amour-haine. Ma situation s'apparente à celle d'un fils qui ne peut s'empêcher d'aimer un parent qu'il aurait voulu autre.

Jeff Fillion a sévi une dizaine d'années sur les ondes. Plusieurs ont qualifié son émission de radio poubelle. Vous semblez dire que Québec est un terreau fertile pour ce genre d'animateur. Pourtant, comme disait Montaigne, là où il y a l'homme il y a de l'hommerie. Des grandes gueules, réactionnaires, méprisantes, on en trouve partout. Alors pourquoi cette ville vous paraît-elle plus prédisposée à leur faire une place ?

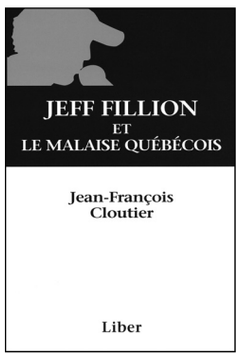
Il faut d'abord regarder le rôle de la radio à Québec, qui est sans comparaison avec ce qui se voit à Montréal. La radio a à Québec un véritable rôle de place publique, où sont débattus les grands enjeux de l'heure. Cela n'a pas commencé avec Jeff Fillion et devrait se perpétuer bien après son départ. À Montréal, ce sont davantage les journaux et la télévision qui animent les débats. Un animateur s'assure donc d'une écoute beaucoup plus attentive dès lors qu'il a un micro à Québec. Quant à savoir ce qui explique la tradition d'animateurs controversés, parfois méprisants, à Québec, je n'ai pas de réponse définitive. Mon intuition m'amène toutefois à relier cette tradition à l'esprit de la ville, qui est celui d'un catholicisme triste, ascétique, «ressentimenteux». Il semble y avoir une sorte de pression conformiste à Québec qui fait prendre plaisir à humilier certaines personnalités. Je ne sais si c'est dû au fait qu'il n'y a pas ou presque pas de grande bourgeoisie, mais il manque à Québec cette tolérance et cette ouverture à l'autre qu'on retrouve en général dans les sociétés libérales. Dans une ville refermée sur elle-même, chacun guette l'autre et commente ses moindres faits et gestes au lieu de se concentrer sur ses affaires. Peut-être l'ennui est-il aussi pour quelque chose dans cette méchanceté. Le rapport à l'autre du fonctionnaire, la figure emblématique de Québec, est d'ailleurs bien différent de celui du commerçant. L'un doit séduire pour vendre, l'autre doit surveiller, encadrer, punir parfois.

L'opposition entre Québec et Montréal est séculaire et concerne toutes sortes d'aspects — vous rappelez d'ailleurs que même l'interprétation de la Conquête varie selon qu'on est à l'université Laval ou à l'université de Montréal. Vous notez cependant qu'elle s'est généralisée entre Montréal et le reste de la province, et c'est là le malaise du Québec. Mais ce malaise ne fait-il que répéter le conflit Québec-Montréal, ou a-t-il une nature propre qui dépasse celui-là ?

Il a une nature propre. L'opposition Montréal-reste du Québec est assez récente et me paraît beaucoup plus nocive que la vieille rivalité Montréal-Québec. Ce nouveau malaise renvoie à un Québec cassé en deux, où d'une part vous avez une métropole multiculturelle qui se sent de plus en plus près d'autres villes comme New York, San Francisco, Stockholm et Barcelone, et de l'autre le reste du Québec, qui ne se reconnaît pas dans cette nouvelle identité plus urbaine que nationale. Le reste du Québec se sent abandonné par Montréal. Quand on gratte un peu, on se rend compte que derrière la critique géographique ou économique de Montréal il y a surtout la critique de nos élites culturelles et médiatiques. Ce qui a cristallisé la colère contre la métropole de CHOI, c'est avant tout la fameuse «clique du plateau Mont-Royal» et son soi-disant impérialisme. Cette clique, bien qu'elle se dise encore nationaliste, est aujourd'hui plus près de la gauche de Jack Layton et d'Elizabeth May que de l'Action démocratique ou même du Parti québécois de Pauline Marois, et c'est ce qui en a irrité plus d'un en région. Ce que je dis dans mon livre, c'est que CHOI, sans trop s'en rendre compte, a su bénéficier de cette réaction pour s'attirer la sympathie d'auditeurs qui autrement auraient peut-être été plus réticents à l'appuyer. Je montre que parfois CHOI ne dit pas autre chose qu'un Victor-Lévy Beaulieu par exemple, un écrivain «socialiste» de Trois-Pistoles, lui aussi contempteur du «Plateau» et de ses représentants. Le conflit Québec-Montréal a donc en quelque sorte fusionné avec le conflit Montréal-reste du Québec pour donner au discours anti-montréalais de CHOI le maximum de résonance. D'ailleurs, il est remarquable de voir que le propos de CHOI a trouvé le plus d'écho non pas seulement à Québec, mais aussi dans les régions avoisinantes comme Chaudière-Appalaches et la Mauricie. Peut-être, en d'autres circonstances, aurait-il même pu en trouver en banlieue de Montréal.

Vous dites à un certain moment que la droite, dont Fillion était un représentant (mais peut-être faudrait-il mettre le maire de Hérouxville dans le même groupe), se manifeste de cette façon outrancière, brutale, parce que les médias et le milieu culturel en général ne font pas de place à l'expression d'une pensée de droite normale, qui, pour s'exprimer, ne peut plus compter que sur des tribunes populacières. À votre avis, est-ce qu'il y a au Québec un trop grand désir d'unanimisme ? Si tel est le cas, comment caractériseriez-vous cet unanimisme ?

Je pense que ce que je décris comme l'aspect «gros village» de Québec dans mon livre se retrouve dans une certaine mesure à l'échelle du Québec en entier. Le même manque d'ouverture qu'on peut retrouver à Québec se rencontre d'une certaine façon dans notre classe médiatique et culturelle qui trop souvent ressemble à un nouveau clergé progressiste. Il nous manque cette maturité qui nous rendrait capables d'accepter différents points de vue. Trop souvent, nous tombons dans la pensée unique ou dans une sorte de dirigisme idéologique où tout le monde au sommet pense ou feint de penser la même chose. Il n'est que de voir la façon dont nous avons accueilli l'élection de Barack Obama et le traitement qu'on a réservé à George W. Bush pour constater à quel point nous sommes unanimistes et peu soucieux de donner les deux versions d'un phénomène. Les médias se sont abandonnés sans aucune retenue à leurs préférences propres. Autant la grande noirceur a été marquée par le refus du progrès, autant la période actuelle me paraît marquée par une haine du conservatisme et de toute la tradition canadienne-française d'avant la Révolution tranquille. Il est presque aussi mal vu de se dire conservateur aujourd'hui qu'il l'était de se dire progressiste à l'époque de Duplessis. Aussi, j'éprouve un grand malaise quand j'entends certains partis se réclamer des valeurs ou de l'identité québécoise pour s'opposer à telles mesures contre les jeunes contrevenants ou aux compressions en culture. J'entends bien qu'une certaine partie du Québec s'oppose à ces mesures — et peut-être a-t-elle raison de s'y opposer — mais de prétendre parler au nom de tous les Québécois dans ces débats essentiellement gauche-droite me paraît fort présomptueux. C'est dangereux, car cela implique qu'être Québécois, c'est être de gauche. Ce que je dis dans mon livre, c'est qu'être de droite n'est pas du tout la même chose qu'être d'extrême droite, et que cette position, qu'on soit d'accord ou non avec elle, a une légitimité. D'ailleurs, quant à moi, je pense que l'avenir du Québec dépendra en grande partie de sa capacité à se réconcilier avec son héritage et à accueillir un renouvellement d'un côté d'où il ne l'attend pas.



Jean-François Cloutier
Jeff Fillion et le malaise québécois
150 pages, 17 $, ISBN 978-2-89578-157-8
parution août 2008

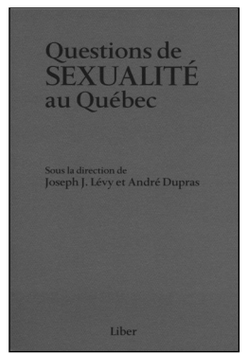
Note

sous la direction de
Joseph Lévy
et
André Dupras

Questions de sexualité au Québec

La sexologie n'est pas une matière qui fait l'objet d'enseignement autonome dans la plupart des universités à travers le monde. L'université du Québec à Montréal est une des rares exceptions. Dès l'ouverture de ses portes, en 1969, elle a offert un programme d'études d'un an en sexologie. Le département compte aujourd'hui une quinzaine de professeurs et une trentaine de chargés de cours. Entre 1969 et 2005, il a décerné un diplôme de premier cycle à plus de 2500 sexologues éducateurs. Un regroupement d'enseignants y ont aussi mis en ligne un site internet interdisciplinaire et interactif, Élysa, «le premier site francophone mondial sur la sexualité» en termes de fréquentation. Le département de sexologie ayant donc une quarantaine d'années, il était presque de sa responsabilité de servir de pivot à ce portrait général des questions sexuelles au Québec, surtout que la génération des fondateurs prend peu à peu sa retraite. Pour Joseph Lévy et André Dupras, qui sont là depuis le début et qui ont dirigé le projet auquel ont contribué quelque soixante-dix rédacteurs, ce «dictionnaire» constitue bien une sorte d'héritage et de bilan. Il faut espérer qu'une nouvelle génération saura le reprendre et le prolonger.

L'ouvrage ne se veut d'ailleurs pas exhaustif. Par exemple, le champ de la médecine de la sexualité et celui de la biologie, de même que les questions théoriques et méthodologiques, y sont peu présentes. C'est que l'ouvrage est résolument tourné vers des problématiques qui ont constitué ou accompagné ce qu'on pourrait appeler l'émergence massive de la sexualité dans l'espace public au cours des trente ou quarante dernières années : féminisme, homosexualité, hypersexualisation des jeunes, sida, pornographie, cybersexe, scandales pédophiles, etc. «Nous avons donc voulu, disent les directeurs de la publication, prendre acte de ces développements et dresser un état des lieux de ce champ en évolution constante en privilégiant une perspective thématique et empirique qui s'appuie essentiellement sur les apports des sciences sociales à la sexualité liée au contexte québécois. Nous espérons que ce ce panorama saura répondre aussi bien à la curiosité des lecteurs intéressés par ce domaine qu'aux interrogations des spécialistes, qui y trouveront matière à réflexion pour leurs propres travaux.»



Joseph Josy Lévy et André Dupras (dir.)
Questions de sexualité au Québec
516 pages, 35 $, ISBN 978-2-89578-150-9
parution octobre 2008

Bulletin 12-0209.qxd 09-02-18 19:04 Page 4

Extrait

Omar Aktouf
Halte au gâchis

Devant les événements dévastateurs qui secouent en chaîne notre monde ; devant les dérèglements brutaux de la nature plus que certainement dus à nos voracités économiques ; devant les gigantesques faillites crapuleuses en cascade ; les cynismes brutaux des réingénieries et autres fusions-acquisitions-déréglementations ; les escroqueries financières et spéculatives « légales » de haute volée ; les mensonges comptables et financiers accumulés ; le profit qui ne se fait pratiquement plus que sur le chômage ; la pollution et le surpillage du tiers monde ; les injustices inhumaines infligées aux plus démunis ; les politiques faites sur mesure pour, encore et encore, enrichir les plus riches et broyer les plus pauvres… nous, gens d'enseignement et de réflexion, d'intelligence et de critique, ne pouvons plus faire comme si tout cela ne nous concernait pas. Car nous enseignons, en très grande partie, dans nos propres programmes, ce qui a permis que ces choses puissent avoir lieu, et souvent sous le nom de « science » ! Garder le silence et ne pas rendre public ce que nous comptons faire pour regarder la situation en face et en tirer les leçons relèverait plus que de l'irresponsabilité. Comme l'explique et le démontre à l'envi Stiglitz.

Stiglitz confirme plus que largement l'essentiel de toutes les critiques que je ne cesse d'adresser au système « économie-management » dominant depuis toujours. Même depuis les propos que je tiens dans *Management entre tradition et renouvellement* et plus particulièrement, bien sûr, dans *La stratégie de l'autruche* : tout, depuis les méfaits ravageurs (sauf pour les riches parmi les riches) de la mondialisation, jusqu'à la tentation des dirigeants de se transformer en cyniques prédateurs de leurs semblables et de la nature, aux leçons à tirer des pays de l'Europe du Nord et du Japon (où bien entendu tout n'est pas parfait), à la scandaleuse et criminelle financiarisation de l'économie, aux tripotages comptables à échelle démesurée, en passant par l'indispensable rôle de garde-fou de l'État face au pseudo-marché autorégulé (mais, hélas ! État devenu souvent lui-même un *business*, sous la houlette des gens d'affaires, sinon carrément simple « comité de gestion » de ses commettants membres des classes dominantes), etc.

À une certaine époque, lorsque je voulais introduire des débats écologiques dans les cours, on me rappelait que les professeurs de management « forment des managers et non des militants de Greenpeace » ; on se vexait de ce que je parle de « communication organisationnelle malade » et de « manipulateurs de symboles et de violences symboliques » ; ou on détournait de moi (et on continue) des étudiants qui allaient faire leurs mémoires ou thèses sur des sujets (dont Stiglitz aborde abondamment les néfastes conséquences) comme l'aliénation du travail aggravée par la vogue du management dit de l'excellence, du financiarisme, du productivisme informatisé, ou la critique radicale-humaniste de la question environnementale en gestion, ou encore l'analyse critique de certains fondements de la comptabilité et de la finance. Aujourd'hui, c'est d'une université purement américaine comme Columbia (où se trouve Stiglitz à présent) que surgit une profonde critique du système, dans lesquels nous aurions pu avoir dix bonnes années d'avance, nous au Québec, nous HEC Montréal !

Je n'ai pas l'intention de résumer les livres de Stiglitz. J'en conseille la lecture urgente. Car ce que dit ce téméraire enfant du grand sérail du gotha de l'intelligentsia américaine est proprement horrifiant quant au fonctionnement (politique, économique, financier, comptable, managérial, social…) de la « plus grande démocratie du monde » qui nous sert de modèle et dont nous imprégnons, par nos enseignements, les générations à venir. Avons-nous le droit de leur cacher ce contre-discours ?

Pour donner un simple et rapide aperçu de ce à quoi nous invite Stiglitz (et qui revient en substance à ceci : tourner le dos au plus vite au modèle néolibéral de type américain), voici les intitulés (les parenthèses sont de moi) de parties de son livre *Quand le capitalisme perd la tête* (je signale en particulier ceux parlant de « mythes », qu'il qualifie de dangereux et destructeurs et qu'il demande de « déboulonner » au plus vite) : « La déréglementation tourne au délire » ; « Aide sociale aux entreprises et hypocrisie d'entreprise » ; « Comptabilité : l'imagination au pouvoir » ; « Les banques et la bulle » (comment les banquiers ont rejoint les vampires de l'économie-bulle) ; « Les réductions d'impôt nourrissent la frénésie » (des bulles et des faux bons résultats de court terme) ; « Des salariés plus angoissés » ; « La mondialisation : premières razzias » ; « Des traités commerciaux injustes » ; « Enron et le capitalisme de copinage à l'américaine » ; « Le mythe de réduction du déficit » (comme solution macroéconomique) ; « Le mythe du héros » (parlant des PDG-leaders adulés et déifiés devenus « voleurs d'employés et d'actionnaires ») ; « Le mythe de la main invisible » ; « Le mythe de la finance » ; « Le mythe du Grand Méchant État » ; « Le mythe du capitalisme mondial » ; « Le mythe du triomphe du capitalisme à l'américaine », etc.

Après cela, et après des années de critiques venant d'autres respectables observateurs, passés et actuels, tels que Thorstein Veblen, John Hobson, Joseph Schumpeter, Adolf Berle, John Kenneth Galbraith, Robert Heilbroner, James A. Lee, Henry Mintzberg, Burkart Sievers, Michel Chossudovsky, Noam Chomsky, Noami Klein, Riccardo Petrella, Albert Jacquard… et ma modeste personne, allons-nous encore continuer à prôner et à enseigner *tels quels* : la mondialisation bienheureuse ? l'État ennemi du marché et de l'efficacité ? le privé « omni-efficace » ? les cas de Harvard ? le modèle économique américain ? la finance à l'américaine ? le capitalisme à l'américaine ? la macro et la microéconomie à l'américaine ? la comptabilité dont les mécanismes ont permis les scandales dévastateurs que l'on sait ? le « leadership » des héros qui font notre bien et qui ont le droit de se servir comme ils veulent ? la « motivation » d'employés qui ne sont plus qu'angoissés, précaires et jetables provisoires sources de profits quasi crapuleux ? la gestion de « ressources humaines » présentées — sans rire — comme « capital le plus précieux » des firmes ? la gestion prédictive de gains et de placements (que Stiglitz qualifie d'aussi fiables que les jeux de fléchettes) ? le « comportement rationnel » de l'agent économique, du consommateur ? les théories des « anticipations rationnelles » ? le « syndicalisme-maladie sociale » ? etc.

Les privilèges que nous donne la société et qui sont liés au métier que nous faisons nous imposent un devoir de résistance devant les manipulations de basse politique et de bas affairisme qui se font au nom de ce que nous enseignons ! C'est l'éthique de notre profession qui est en jeu. Nous sommes les gardiens d'une certaine haute idée de l'humain et de ce qu'il fait, pas un comité de caution et de légitimation de ce que de « rapineux » faiseurs d'argent maximum et rapide veulent. (p. 15-18)

Omar Aktouf
Halte au gâchis
En finir avec l'économie-management à l'américaine
156 pages, 18$, ISBN 978-2-89578-164-6
parution novembre 2008

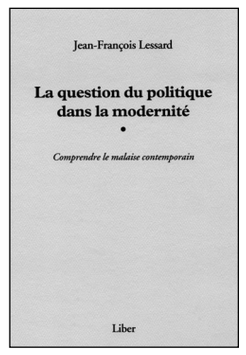
Extrait

Jean-François Lessard
La question du politique dans la modernité

La question que nous posons contient un présupposé important, celui selon lequel il y a une dépolitisation de nos sociétés. Cette idée diffuse fait partie de l'air du temps. De nombreuses études et enquêtes démontrent un désintérêt marqué des citoyens pour la politique. Les taux de participation sont en baisse, l'engagement dans les partis politiques traditionnels également. Le militantisme sous toutes ses formes semble avoir du plomb dans l'aile et on ne cesse de nous rappeler que la profession de politicien est une des plus déconsidérée. Par-delà les variantes nationales, la même tendance traverse l'Occident : tous les indicateurs vont dans le même sens. Certes, pour nuancer le propos, on peut chercher à voir s'il n'y a pas de nouvelles formes de politisation. C'est d'ailleurs ce que certains spécialistes tentent de faire. Leurs travaux révèlent effectivement un changement de donne. L'objectif du présent ouvrage est différent : dans une perspective « classique » nous chercherons à comprendre ce changement, ce phénomène de désintérêt de la population, plutôt qu'à analyser les nouvelles formes de politisation qui se mettent en place.

Sur quelles bases peut-on chercher à comprendre pourquoi l'idée moderne du politique, entendu dans son sens « classique », apparaît de moins en moins fondamentale dans la composition et dans le fonctionnement des sociétés occidentales contemporaines ? Comme la scène politique a été jusqu'à ce jour essentiellement nationale, ce sont les cadres nationaux qui retiendront essentiellement notre attention. Non pour qu'on en fasse une étude de cas, les phénomènes de transformation du politique se produisent à grande échelle. De très nombreuses sociétés nationales sont touchées, presque en même temps, par des dynamiques politiques similaires. Malgré toutes les variations et en dépit de toutes les diversités, le développement du libéralisme, du régime parlementaire ou de l'État providence sont des réalités qui ont structuré l'ensemble du monde occidental. À trop se concentrer sur les spécificités — la macro-analyse n'est pas une avenue aujourd'hui très prisée —, il y a grand risque de perdre de vue des données essentielles. Je suis pourtant persuadé que nous avons un intérêt réel à chercher à comprendre, de manière la plus large possible, pourquoi divers changements sociaux et politiques ont lieu un peu partout en même temps, plutôt que de restreindre l'explication en cherchant les raisons à l'intérieur d'une société nationale particulière. Si les interprétations théoriques globales ne fournissent pas la richesse du détail des études de cas, elles permettent de présenter les grandes dynamiques et les grands mouvements qui dominent, ou ont dominé, une époque. Ces analyses s'intéressent moins aux réalités empiriques et davantage aux grandes idées et aux grandes forces qui traversent les frontières et marquent une aire civilisationnelle. C'est la perspective qui sera retenue pour cet ouvrage.

Traiter de l'idée du politique et de la modernité ne va pas sans difficulté. Chercher à comprendre pourquoi l'idée moderne du politique apparaît de moins en moins fondamentale dans la composition et dans le fonctionnement des sociétés occidentales contemporaines peut se faire selon de nombreux angles d'analyse. Il est nécessaire de bien expliquer la conception qui dominera cet ouvrage. Comme l'explique Pierre Manent, « la pensée politique et la vie politique sont, à l'époque moderne, liées d'un lien immédiat et intime. Cela est inédit. On peut raconter l'histoire politique de la Grèce ou de Rome sans faire intervenir " les idées " ou " les doctrines ". […] Tout autre est le cas de la philosophie politique moderne. On est tenté de dire qu'elle a été pensée et voulue avant d'être mise en œuvre. » La distinction est importante. La très grande majorité des études sur la modernité traitent de la « pensée moderne » ou de la « philosophie politique moderne », essentiellement à travers des auteurs classiques. Autrement dit, l'idée de la modernité est plus une affaire de philosophes que de politologues, de sociologues ou d'historiens. Pour utiliser le vocabulaire de Manent, je m'intéresserai à la « mise en œuvre », c'est-à-dire à l'application de la modernité dans les sociétés occidentales. Ce qui retiendra l'attention, c'est « l'histoire pratique du sujet politique ». (p. 12-14)



Jean-François Lessard
La question du politique dans la modernité. Comprendre le malaise contemporain
222 pages, 22$, ISBN 978-2-89578-165-3
parution octobre 2008

Bulletin 12-0209.qxd 09-02-18 19:04 Page 5

Extrait

Bernard Demers
Psychopathologie de la gestion

Il est beaucoup question, en ces temps de crise économique et de scandales financiers, du salaire et des bonis que touchent gestionnaires d'entreprises et autres dirigeants de grandes institutions. Ce chapitre du livre de Bernard Demers sur la Psychopathologie de la gestion *peut nourrir la réflexion à cet égard. Il s'intitule « Dieu ». C'est dire jusqu'où la maladie peut se rendre !*

Dieu

La pire pathologie qui puisse affecter une organisation conduit celle-ci à se détacher complètement de la réalité pour ne s'évaluer que selon des résultats dont elle retire le sens par la manipulation des faits, la distanciation et la déresponsabilisation. À cette pathologie organisationnelle, que nous pouvons qualifier d'ultime, correspond une pathologie individuelle tout aussi ultime. Elle consiste à se prendre pour Dieu. Certains penseront que nous sortons là du cadre de la psychopathologie de la gestion pour entrer dans celui de la psychologie et de la psychiatrie pures et dures, avec des cas graves de psychose. Il n'est pas possible de se prendre pour Dieu à moins de souffrir de très sérieux désordres. Et pourtant, le cas est non seulement possible mais encore relativement courant.

Il m'est arrivé, au cours de ma carrière, d'avoir une rétribution qui pouvait représenter jusqu'à sept ou huit fois celle de mon employé le moins bien payé. Même si je me retrouvais ainsi dans les plus hauts revenus de notre société, dans un petit pourcentage de privilégiés, cela me semble encore raisonnable comme écart. Ma scolarité étant du double de celle de l'employé en question, il était sans doute normal que je retire le fruit de mon travail antérieur et que mon salaire soit deux fois plus important ; par ailleurs, mes heures de travail étaient facilement deux fois plus nombreuses que les siennes, ce qui justifierait peut-être de doubler le montant que nous venons d'obtenir ; enfin, une autre multiplication pourrait être justifiée par le fait que j'étais comptable de l'ensemble des résultats de l'organisation, disponible en tout temps, ma vie privée et ma vie de travailleur se fondant l'une dans l'autre, ce qui n'était pas le cas de mon employé le moins rétribué lequel cessait de penser au travail dès qu'il sortait de nos locaux. À cela s'ajoute encore la non-sécurité d'emploi, les risques personnels, les déplacements fréquents, etc. Bref, je touchais un bon salaire proportionné à mes compétences, tâches et responsabilités.

Je peux comprendre qu'un chirurgien, ayant une dizaine d'années d'études universitaires, ayant la responsabilité d'une vie humaine lors de ses interventions, vivant des stress importants par l'aspect parfois urgent et inattendu de son travail, devant intervenir auprès de proches ébranlés, ayant de longues heures de présence, de longues heures de disponibilité et un horaire souvent variable, puisse gagner selon le même principe quinze ou vingt fois le salaire de l'employé le moins bien rétribué dans l'hôpital où il exerce. Il est lui aussi un privilégié, participe au même petit pourcentage de hauts revenus, mais il demeure qu'il existe une relation justifiable entre sa rétribution et son travail.

Je peux encore comprendre que le détenteur d'un brevet, bénéficiant de manière récurrente d'un acte de création, touche des redevances comme un auteur le fait pour un acte comparable ; que la créatrice d'Harry Potter soit multimillionnaire ne me scandalise pas plus que la fortune de Bill Gates, lequel profite des retombées de son savoir-faire. Je peux aussi comprendre que l'individu doué d'un talent assez rare pour attirer des foules se produise en spectacle sur une patinoire, sur une scène ou sur un écran et en vienne à être payé des sommes astronomiques. Et, puisque telles sont les règles de base de notre société et que celles-ci se sont montrées plus efficaces que d'autres jusqu'ici, j'admets que ceux qui placent un capital, qu'ils l'aient gagné ou l'aient reçu en héritage, en perçoivent des dividendes qui peuvent être très importants. Et il m'est d'autant plus facile d'accepter tous ces cas qu'il s'agit à chaque fois de personnes qui créent du travail et de la prospérité. Madame Rowling a fait fonctionner des maisons d'édition, des libraires, des relationnistes, des firmes de production cinématographiques, des fabricants de produits dérivés. Tout inventeur, tout créateur, tout performeur a des retombées de ce type. Quant à l'héritier, même s'il n'a aucun mérite particulier et qu'il puisse être un génie aussi bien qu'une andouille, son capital rendu disponible à d'autres permet le même effet de levier. Tous ces très riches font partie d'un pourcentage infime de la population, d'un pourcentage infime même de ces privilégiés parmi lesquels je m'incluais tantôt. Nous ne parlons plus ici de centaines de milliers de dollars de revenu annuel et de richesses de l'ordre du million mais bien de revenus de plusieurs millions et de fortune allant allégrement dans les huit à dix chiffres.

Mais, à côté de tous ces cas, il y a ceux de gestionnaires de grandes firmes privées qui reçoivent une rétribution à ce point démesurée qu'ils touchent, en deux ou trois jours, l'équivalent du revenu canadien moyen. Je ne parle pas ici de l'héritier qui est à la fois le gestionnaire et le propriétaire de la firme, et dont le cas relève de la catégorie précédente. Je ne parle pas non plus d'un prince saoudien chargé de la banque nationale de son pays. Je parle de gestionnaires occidentaux, nord-américains, canadiens, québécois, montréalais qui se font rétribuer à coups de plusieurs dizaines, quand ce n'est pas d'une centaine, de millions de dollars par année. Vous avez ainsi un individu qui rentre au bureau le 3 janvier au matin, après avoir pris congé le 1er et regardé quelques dossiers le 2, et qui a déjà gagné plus que le revenu annuel de l'un de ses ouvriers sur la chaîne de montage. Vous avez un directeur d'institution financière qui coupe mille deux cents emplois pour économiser cinquante millions de dollars, ce qui correspond grosso modo à sa propre rétribution annuelle. Le revenu du patron peut donc être de trois cents fois, de mille fois supérieur au revenu de ses employés. C'est un écart dont nous pouvons dire qu'il est considérable.

J'ai beau tenter d'établir une échelle entre le revenu de l'un et de l'autre, comme je l'ai fait dans le cas des autres travailleurs, je n'y arrive pas. En termes de scolarité, par exemple, pour un doctorat, il faut compter une vingtaine d'années d'études ; un chirurgien en a environ vingt-cinq, certaines se recoupant avec sa pratique. Combien d'années ont donc étudié ces gestionnaires ? Pour doubler le revenu du chirurgien, sur la base de notre exercice précédent, ils auraient étudié cinquante ans ; pour quadrupler, nous parlerions de cent ans. Mais ils ne sont âgés que de quarante ans. Troublant mystère. D'accord, il n'y a pas que la scolarité. Il y a le temps travaillé. Ma semaine n'était, après tout, que d'une soixantaine d'heures. Celle d'un chirurgien, en comptant les disponibilités, doit atteindre les quatre-vingts mais pas de manière continue, semaine après semaine. Doublons donc le temps du chirurgien, pour justifier de doubler son salaire, et obtenir une semaine de cent soixante heures. Il est difficile de faire plus, une semaine ne comportant que cent soixante-huit heures, ce qui ne laisse qu'un peu plus d'une heure de sommeil par nuit pour notre gestionnaire (il travaille en mangeant, en se lavant, etc.). Supposons que notre chirurgien gagne un demi-million ; supposons qu'il est mal payé et pourrait gagner ailleurs deux millions. Pour gagner cinquante millions, notre vaillant gestionnaire devrait avoir quel âge ? Il travaille deux fois plus que le chirurgien, ne dort qu'une heure par nuit, ne prend jamais de vacances, ce qui justifie immédiatement un revenu de quatre millions. Sa responsabilité ne touche pas directement la vie des gens mais touche le confort et la sécurité de milliers de familles ; quadruplons donc le quatre millions pour en tenir compte. Nous voici à seize millions. Comme ce gestionnaire est génial, il n'a pas seulement une maîtrise et un doctorat ; il en a plusieurs, de Londres, de Boston, de New Delhi, ce qui justifie, après cinquante années d'études, qu'il puisse enfin commencer à gagner sa vie, à cinquante-cinq ans, avec un salaire compensatoire de trente-deux millions. Même là, il me manque dix-huit millions.

Or, ces gestionnaires semblent considérer leur rétribution comme tout à fait juste. Ils ont le sentiment de la mériter. Ils répliqueront d'ailleurs qu'il ne s'agit pas d'un salaire mais d'une rétribution globale comportant un tout petit salaire de base de deux ou trois millions, des primes au rendement amplement justifiées puisqu'elles leur sont versées (beau syllogisme) et la revente d'actions qu'ils possèdent, leur intérêt pour la compagnie qu'ils dirigent les ayant amenés à s'en procurer un grand nombre (à une fraction du prix du marché). C'est là, de toute évidence, une pratique ancestrale de l'art de noyer le poisson. Ils ne sont pas propriétaires de la compagnie, ils n'ont ni obtenu de brevet ni créé d'œuvre, ils ne se sont pas donnés en spectacle. Ils touchent de l'argent pour le travail qu'ils exécutent et cette rémunération est faramineuse. Elle est même souvent sans lien avec la performance de l'organisation comme nous l'avons vu ces dernières années, des PDG recevant des centaines de millions alors que leurs actions s'écrasent et qu'ils doivent procéder à des mises à pied massives pour éviter la faillite.

La pathologie ne réside pas dans le fait de verser de tels émoluments. Elle réside dans le fait de trouver normal de les recevoir et de penser qu'il y a une correspondance quelconque entre notre travail et ce niveau de revenu. En clair, pour penser que nous méritons d'être mille fois mieux payés que nos collègues, que les autres employés de la même compagnie, il faut se prendre pour Dieu.

Dieu vit dans une autre réalité, dans un autre univers que ses employés. Son revenu le fait participer à la vie du jet set, riche de mégastars, sportives ou culturelles, et d'héritiers de couronnes plus ou moins folkloriques. Il n'a plus aucun lien avec la vie de ses employés, avec leurs préoccupations et leurs intérêts. Il n'en a pas davantage avec ceux des clients de sa firme.

Cette folie n'est pas propre au capitalisme et au monde occidental. De tous temps, et sur tous les continents, il y a eu ainsi des castes de privilégiés dont certains n'étaient pas en mesure de justifier leurs privilèges. De la famille impériale chinoise à la noblesse française, de la nomenklatura de l'ex-Union soviétique au népotisme de Nicolae Ceausescu, les exemples sont nombreux. Ces castes auraient pu se maintenir si elles avaient d'abord maintenu leur utilité d'origine, car beaucoup en avaient une au départ. C'est leur incapacité à assurer le bien-fondé de leur rôle et la légitimité de leur statut qui les a perdues. Quand, parmi la noblesse, se trouvent des gens incapables de se battre et de défendre les populations, rôle premier à la base de l'émergence de cette classe de guerriers, et que ces gens sont néanmoins protégés et traités comme des privilégiés, il se produit une brèche dangereuse. Quand la nomenklatura contredit elle-même son rôle de défenseur de l'État révolutionnaire par son mode de vie, il s'en produit une tout aussi importante. La présence de salariés surpayés parmi les créateurs, les inventeurs, les performeurs et les héritiers en est une autre. Car cette classe de personnes ne s'est en effet pas constituée selon le critère du travail. Or la nouvelle richesse que certains acquièrent en son sein ne vient ni du capital, ni de la création, ni du succès populaire, et elle ne peut décemment être justifiée par le travail fourni.

En fait, l'explication de ces revenus déraisonnables est simplement la concurrence et la peur de la concurrence. Du côté de l'organisation, il y a donc là des pathologies dont nous avons déjà traité, comme l'inertie institutionnelle et la gestion en batiscaphe. Par exemple, les salaires des joueurs de hockey ont explosé lors de la création d'une ligue concurrente de la LNH. Pour garder ses joueurs vedettes, ceux qui donnaient le meilleur spectacle et attiraient le plus de spectateurs, faisant vendre le plus de bière et de cartes de hockey, la ligue a dû leur offrir plus. La concurrence a fait de même. Quand les choses se sont stabilisées et que les équipes se sont à nouveau fondues en une seule ligue, le pli était pris et ce qui s'était passé entre les ligues s'est passé entre les équipes.

Le même phénomène s'est produit depuis une trentaine d'années entre les grandes multinationales, le fondement étant cependant encore plus mince que dans le cas des joueurs de hockey.

Quand un joueur de hockey arrive à la ligue nationale, il est, à de très rares exceptions près, le produit d'un système de sélections consécutives qui l'a amené à passer d'un niveau à l'autre. Il a été observé pendant plusieurs années et comparé à tous les autres joueurs évoluant avec lui. Il a été repêché plusieurs fois et il a participé à plusieurs camps d'entraînement et a évolué dans un club école. En fait, tous ceux qui veulent accéder à la LNH passent à travers le même système et le faible pourcentage qui s'y rend touche finalement les salaires importants dont nous parlions tantôt. Dans le cas de la gestion des multinationales, un tel système n'existe pas. Il y a des repêchages à la sortie de certaines écoles de gestion, soit, il y a un suivi de candidats potentiels à l'interne et il y a un débauchage de la relève des concurrents. Cela ne fait pas pour autant un système et une multitude de bons gestionnaires sont encore disponibles, hors de vue des petits milieux fermés où l'organisation se limite à chercher.

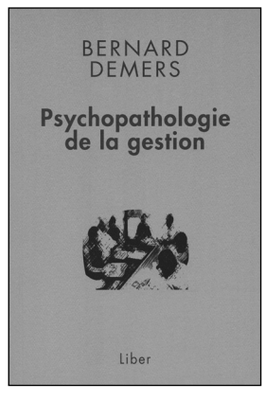
Quand une équipe de hockey perd un joueur, elle est soumise à des règles précises pour en acquérir un autre et elle le fait généralement dans le système qui sélectionne et forme les joueurs par étapes successives et sélectives. Tel n'est pas le cas d'une compagnie pétrolière, d'une firme d'ingénieurs ou d'un trust. Ils peuvent regarder où ils veulent et piocher dans des milieux différents. Bien sûr, l'inertie leur fait voir la concurrence salariale comme inévitable et ils se disent que, s'ils n'offrent pas trente ou quarante millions, ils ne pourront pas garder leur gestionnaire. Si celui-ci est bon, il sera attiré ailleurs. J'ai des doutes à cet égard, le bassin de remplaçants potentiels étant important et tous ne ressentant pas le besoin maladif de toucher un salaire sans commune mesure avec leur travail, bref, tous n'étant pas malades.

À l'inverse, vous trouverez parfois des cas de dieux chez des gestionnaires normalement rétribués. Leur symptôme, cette fois, est de se considérer comme honteusement sous-payés. Ils auront tendance à compenser ce qu'ils éprouvent comme un manque en abusant de leurs pouvoirs, en contournant les règlements, voire même en utilisant certains fonds mis à leur disposition pour s'offrir le mode de vie qu'ils croient mériter. Quand un représentant de l'État dépense plus de cinq cents dollars pour un petit-déjeuner pris dans sa chambre d'hôtel, il n'est guère possible de parler de frais de représentation ; le petit lever du roi ne se pratique plus et notre chambre est rarement le lieu d'une représentation publique de l'institution pour laquelle on travaille. Une telle dépense tient de la pathologie de Dieu.

Se prendre pour Dieu est une pathologie individuelle, difficilement guérissable dans le contexte actuel, qui a plusieurs conséquences fâcheuses. Dieu lui-même, imbu de ses capacités démontrées par le salaire qu'elles lui méritent, ne porte plus à terre, se croit infaillible et commet donc des erreurs. Les actionnaires paient beaucoup trop cher pour un service qu'ils pourraient avoir pour quelques millions. Les employés ne sont plus compris par un dirigeant qui ne peut plus se rapprocher d'eux. Quant aux clients, ils ne sont qu'une masse anonyme qu'il faut faire semblant de satisfaire en maximisant la marge de profit. À long terme, la pathologie de Dieu est périlleuse pour tout le monde.

Je souhaite que ce seigneur ne soit pas avec vous.

(p. 132-139)



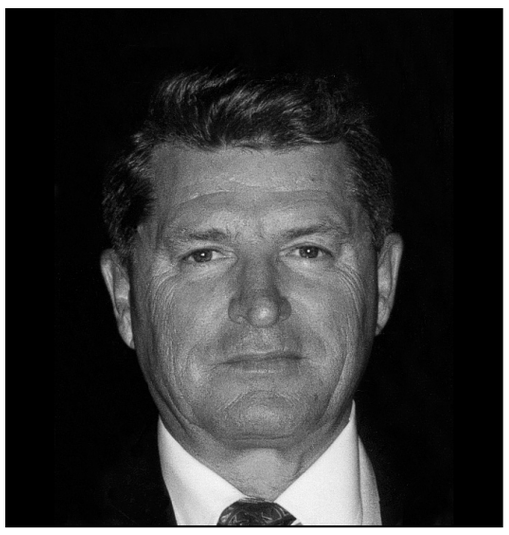
Bernard Demers
Psychopathologie de la gestion
152 pages, 18$, ISBN 978-2-89578-140-0
parution mars 2008

Bulletin 12-0209.qxd 09-02-18 19:04 Page 6

Extrait

Rodrigue Tremblay

Le code pour une éthique globale



Pour les fins de ce livre, nous définissons l'humanisme comme une vision philosophique de l'humanité et de l'existence humaine qui proclame la dignité inhérente de tous les êtres humains et leur valeur intrinsèque, sans référence aucune aux superstitions et à la notion de surnaturel. Il est dans l'essence de l'humanisme appliqué de professer la fraternité de tous les hommes. De même, l'humanisme rationnel est une philosophie qui fait appel à la logique et à la science pour comprendre l'univers et pour résoudre les problèmes de l'existence, tout en motivant chacun à vivre une vie morale pleinement remplie.

Nous ne saurions trop insister sur le fait que la morale humaniste typique dépasse largement la consigne d'obéir aux lois ou d'avoir une vie sexuelle ordonnée. Les préceptes de moralité humaniste sont vraiment universels et s'appliquent à toute personne vivant sur cette terre et à toutes les actions humaines, qu'elles soient individuelles ou collectives. Il ne peut y avoir une moralité malléable qui s'appliquerait dans un cas et pas dans un autre, ou à une personne agissant dans un rôle et non pas à la même personne dans une autre fonction. Il ne peut y avoir une «moralité adaptable» pour une nation en particulier et une autre qui s'appliquerait au reste de l'humanité. C'est là le message fondamental du code humaniste d'éthique globale.

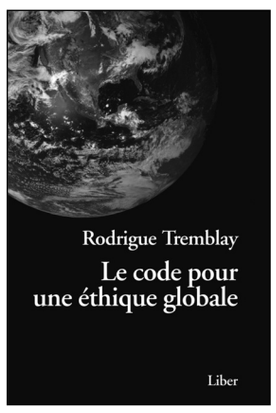
Dans certains milieux, on tient facilement pour acquis que les tendances naturelles de l'être humain à la méchanceté et à la dépravation sont si bien ancrées qu'il est absolument nécessaire de recourir à un système rigide et mythique de récompenses et de punitions divines pour inciter les gens à se comporter d'une façon morale et juste. Mais si une telle nécessité était vraie et universelle, on découvrirait que les sociétés qui sont soumises à des codes religieux stricts de conduite ont un comportement moral supérieur à celui des sociétés plus laïques. Ce n'est manifestement point le cas, puisque, fort souvent, ce sont les sociétés les plus pieuses et les plus religieuses qui sont les moins morales. C'est là une indication sur le fait que les fondements de la moralité humaine ne prennent pas source dans les religions, mais doivent plutôt découler d'une philosophie morale supérieure, qui repose sur la raison humaine et sur le besoin d'avoir des règles morales humanistes de survie. En effet, il est faux de croire que le remplacement de la morale fondée sur la religion par une éthique humaniste rationnelle conduit nécessairement à un égoïsme généralisé. Contrairement à ce que beaucoup de philosophes ont pu penser dans le passé, il n'y a pas de nécessité pratique de brandir le spectre d'une déité omnipotente afin d'effrayer la masse des gens et de les amener à se comporter honorablement et moralement. La tendance chez certains penseurs plus contemporains — nous pensons ici entre autres à Jean-Paul Sartre (voir *L'existentialisme est un humanisme*) — est de passer d'un extrême à l'autre. Ils prétendent que, dès que la fiction d'un dieu transcendant est écartée du contexte moral, chaque individu devient une sorte de dieu, entièrement libre et responsable pour l'ensemble de l'humanité. Ils prennent comme point de départ la citation célèbre de Dostoïevski (*Les frères Karamazov*) qui dit que «si Dieu n'existe pas, tout est permis». Cela les conduit à nier l'existence de valeurs morales inhérentes et naturelles et à accepter comme norme une situation d'anarchie morale dans laquelle tous et chacun peuvent inventer leurs propres valeurs morales. Ce sont là de dangereuses exagérations. Il y a telle chose que la liberté sous contrainte morale. Des valeurs naturelles, universelles, humanistes et inhérentes, en effet, sont présentes dans chaque être humain raisonnable. De telles valeurs ne sont pas extérieures à l'homme, mais intrinsèques à sa condition.

De nos jours, avec le progrès généralisé en éducation et avec la diffusion des connaissances, les gens sont plus autonomes intellectuellement parlant, et ils sont davantage capables d'adopter un code humaniste de comportement et d'en tirer satisfaction. Même si la perfection morale n'existe pas et n'existera jamais, la plupart comprennent qu'il y va de l'intérêt de tous d'être moral. Car, c'est la meilleure façon d'assurer notre survie collective et de parvenir au bonheur individuel pour tous.

Sur la scène internationale, on observe aussi que les sociétés qui pratiquent un humanisme laïque éclairé ont un comportement qui est généralement plus moral que les sociétés profondément religieuses. [...] Les principes de vie n'ont nullement besoin d'être ancrés dans les doctrines religieuses pour que l'homme agisse moralement. En réalité, le sentiment moral est apparu bien avant les religions organisées; il n'a pas été inventé par elles et il leur survivra, advenant leur éventuelle disparition.

Sans codes moraux, cependant, l'humanité n'aurait pas pu survivre. Ce fut vrai dans le passé, et ce sera encore vrai dans l'avenir. Ce qui est en cause ici n'est pas de savoir quel a été dans le passé le meilleur code moral, mais plutôt d'identifier le code moral qui est le mieux adapté pour assurer la survie future de l'humanité.

C'est ce qui me conduit dans ce livre à défendre l'idée que des principes de vie fondés sur la philosophie humaniste sont supérieurs aux autres systèmes moraux d'inspiration religieuse pour servir de guide aux individus dans leurs décisions morales de tous les jours. Aussi, il y a un «code humaniste d'éthique globale» qui comprend une série de principes civiques et moraux de vie en société sans référence aucune aux religions traditionnelles. Nous tenons pour acquis qu'on n'a pas besoin d'être religieux pour être moral. Et qu'au contraire, le fait d'être excessivement religieux, jusqu'au fanatisme, équivaut à ne point être moral. (p. 23-25)



Rodrigue Tremblay
Le code pour une éthique globale. Vers une civilisation humaniste
Préface de Paul Kurtz
296 pages, 25$, ISBN 978-2-89578-173-8
parution janvier 2009

Extrait

Joseph Doutre

Plaidoyer pour Guibord

présentation de Robert Hébert

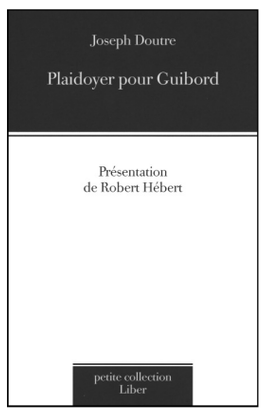
Alors que les divers intégrismes religieux montent aujourd'hui à l'assaut des États ou maintiennent de constantes pressions sur les gouvernements, ne serait-ce qu'à travers la scène juridique et médiatique, alors que la société québécoise se pose *ad nauseam* la question de son héritage et de son identité profonde, il n'est pas inutile de se pencher sur ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire Guibord, sorte de petite «guerre civile» entre Canadiens français au dix-neuvième siècle! Et ce, dans l'ordre théologico-politique où l'emprise politique du catholicisme a joué, déployé ses aspects les plus intransigeants, c'est-à-dire antimodernes.

Rappelons l'affaire. Inscrite dans les annales judiciaires de la province de Québec sous la rubrique «refus de sépulture», réduite à sa plus simple expression matérielle, voici de quoi il fut question. Un certain citoyen domicilié à Montréal meurt au mois de novembre 1869. Sa veuve se prépare à l'enterrer au cimetière catholique de la Côte-des-Neiges. Ce cimetière est divisé en deux: partie honorable avec sépulture ecclésiastique et petite partie clôturée, réservée (pour enfants morts sans baptême, suicidés, criminels impénitents…), avec simple sépulture civile. Or, ce citoyen, Joseph Guibord, est membre de l'Institut canadien — société d'études et de discussion à tendance libérale et progressiste, dépositaire d'une belle bibliothèque — qui depuis plus de dix ans est soumis par l'évêque de Montréal à des censures et à des admonitions canoniques. Obéissant à ses supérieurs, le curé de la fabrique refuse l'inhumation de la dépouille dans la partie honorable du cimetière. La veuve et ses amis décident alors d'intenter une poursuite judiciaire. Les restes du défunt, qui laisse dans le deuil quelque dix enfants, deviennent l'enjeu d'une bataille idéologique immense, et de quelques pieds de pelouse, entre l'Institut canadien, fondé en 1844, et Mgr Ignace Bourget du diocèse de Montréal, alors que le cadavre déposé au charnier du cimetière protestant Mont-Royal doit «attendre» le jugement de la cour.

[...] En vérité, l'événement tient à l'avocat Joseph Doutre, étrange et courageux porte-parole d'un revenant. Le texte de l'avocat, lui-même lecteur boulimique de Voltaire, d'Eugène Sue et de Michelet, frappe par sa puissance analytique et ses qualités littéraires. Il est le seul à condenser avec honnêteté les moments de l'enquête et les arguments forts de la défense, à situer les grands enjeux d'une façon tranchante, à rappeler l'histoire tendue des différends entre l'Institut et l'intransigeant évêque de Montréal. La chronologie des faits est effectivement très importante. Un peu plus loin, il interprète, déconstruit avec exubérance le non-dit et les interdits de la machinerie catholique à faire peur, la réduisant «à des retranchements de carton». Étrangeté d'un style baroque: expressions modernes, inattendues, concaténation de la terminologie juridique et de la narration littéraire, phrases tantôt saccadées, tantôt fignolées en période, allusions qui donnent à penser, digressions, raccourcis saisissants. Tel Antigone, il file avec insolence la métaphore inhumer-exhumer afin de rappeler à tous le haut devoir de sépulture. Blocs argumentatifs qui s'acharnent sur des points précis puis soudain un «dérapage» personnel qui parfois donne dans le colérique, le truculent. Alors que les avocats de la défense parlent de Foi, de Vérité et de terribles erreurs sur le mode d'anges exterminateurs, Doutre parle justice sur terre, instruit l'auditoire et les lecteurs que nous sommes, s'indigne ou s'amuse parce qu'il sait: sa culture juridique est immense et il fait voir les conséquences rétrogrades, dévastatrices pour le sens commun, des positions volontiers théocratiques et antimodernes dans une société civile. Bref, il accomplit l'acte même de la raison à l'instant même de son épreuve locale.

Cette plaidoirie (ni pamphlet, ni essai, genre prolixe au vingtième siècle) me semble un texte «fondateur» pour saisir l'histoire vivante des idées dans la province de Québec: à la fois par l'ampleur de son survol historique et par les sources philosophiques qui sont assimilées à travers le droit positif, invisibles mais domestiquées — Spinoza, celui de la préface et du dernier chapitre du *Tractatus theologico-philosophicus*, Locke, celui de la *Lettre sur la tolérance*, les Lumières — dans la lutte contre la superstition et les fanatismes. Bien sûr, ce texte (événementiel, tactique) ne peut avoir le statut classique de «Self-Reliance» ou «The American Scholar» du transcendantaliste Emerson, réservoir de citations indéfiniment recyclables, mais il est à sa manière une leçon érudite de confiance en soi au nord du 45e parallèle. Chacun pourra donc se surprendre contre certaines habitudes de lecture paresseuse ou certains clichés. Par exemple, l'anticléricalisme (qui n'est pas un athéisme) n'empêche aucune profession de foi; Doutre se bat pour tous les catholiques éclairés qui ne sauraient êtres exclus, selon sa belle formule, de la «communauté des hommes de raison et d'intelligence», qu'ils soient «Canadiens, Irlandais, Américains, Français, Allemands, Espagnols». Aucun ressentiment. À chacun le salut de son âme mais le cléricalisme borné à l'exercice du pouvoir tue l'esprit de religion. Et la dernière phrase — «il doit y avoir ici table rase et une fois pour toutes» — ouvre sur une urgence: choisir entre l'ignorance crasse et l'éducation, entre une «population de castrats intellectuels» et une société vivante. Doutre a conscience que l'enjeu du procès est de délimiter le passé de l'avenir. Ironie quasi prophétique. Il faudra attendre que l'écrivain et journaliste informé Jean-Charles Harvey, auteur du roman *Les demi-civilisés* (1934) soumis au *pronunciamento* du cardinal Villeneuve, puisse rétablir les ponts avec une conférence sur la cause et les effets de la «puissance cléricale»: la peur comme catégorie politique bien incrustée dans la psyché de tout un peuple. (R. H.)

(p. 11-12 et 18-20)



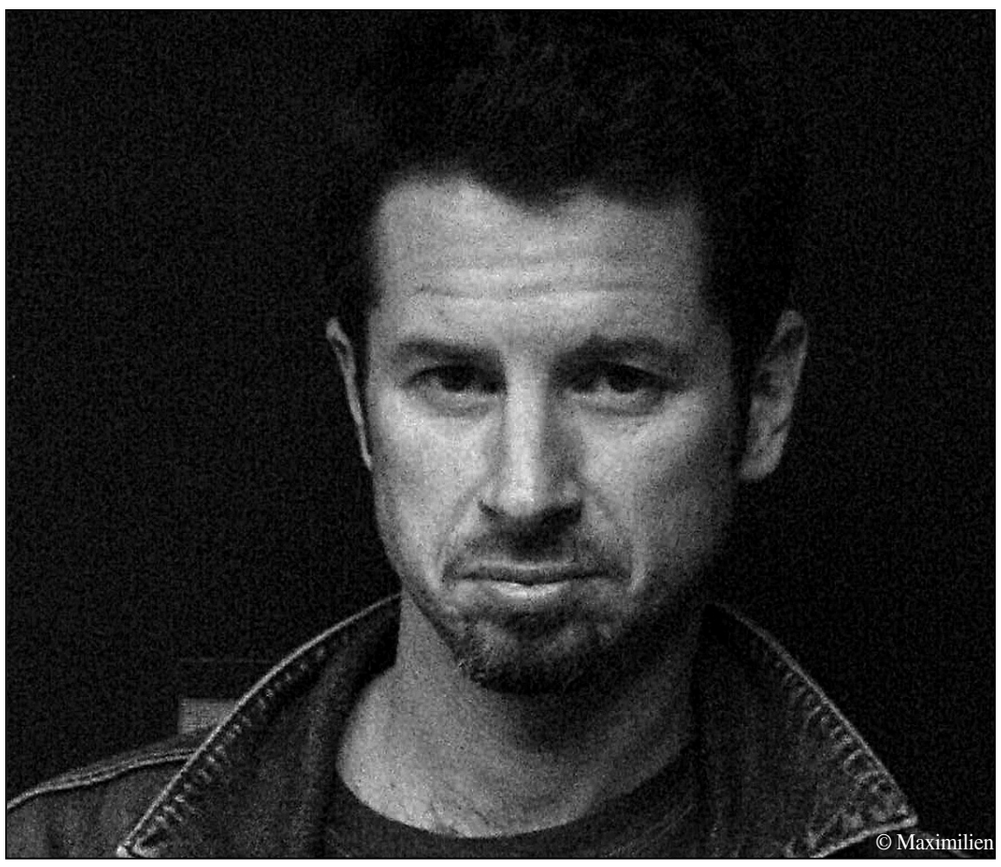
Joseph Doutre
Plaidoyer pour Guibord
«Petite collection»
114 pages, 10$, ISBN 978-2-89578-155-4
parution août 2008

Bulletin 12-0209.qxd 09-02-18 19:04 Page 7

Entretien

Louis Godbout

Nietzsche et la probité


© Maximilien

Louis Godbout, dans la série de notions qui viennent spontanément à l'esprit quand on parle de Nietzsche, il y a, par exemple, l'apollinien et le dionysiaque, la décadence, le surhomme, l'éternel retour. Il me semble que la probité ne lui est pas particulièrement associée, et même que c'est un peu paradoxal de faire le rapprochement, compte tenu, notamment, du style excessif, provocateur, paradoxal, justement, du philosophe. Est-ce que je me trompe?

Non, vous avez raison. Mais que de mascarade, bien souvent, de réactivité, d'asservissement au regard d'autrui derrière la mesure, la modestie, le respect des convenances, le souci obsessif de rigueur et de cohérence ! On peut comprendre que la peur d'être jugé, le désir de paraître sérieux et profond puissent pousser un étudiant à vouloir cuirasser son propos — c'est même souhaitable puisqu'il faut d'abord apprendre à penser. On peut aussi pardonner au professeur, au nom de la nécessité de se tailler une place dans un monde rivalitaire, d'écrire de manière défensive, sous contrainte, contrainte de « produire », mais surtout contrainte exercée par le regard de ses collègues qu'il sent par-dessus son épaule. Ce que Nietzsche ne se contente pas de dire mais dont il donne aussi l'exemple est qu'on ne peut aimer vraiment la vérité (peut-on l'aimer autrement ? l'aime-t-on encore quand on lui préfère sa gloriole ou sa carrière, par exemple ?) et vouloir partager ses réflexions sans une bonne dose d'insouciance. De même que « les honnêtes gens ne présentent pas leurs raisons à pleines mains », un philosophe ne devrait pas s'employer à défendre ses idées, qui auront ainsi tôt fait de se confondre avec sa personne, encore moins de les ériger en système. Parce que la réalité est complexe et l'intellect humain, limité, « l'esprit de système est un manque de probité ».

On peut construire n'importe quoi avec des mots, un peu de rigueur et de la dialectique. Mais, comme disait Gorgias, « le discours n'est pas ce sur quoi il porte », le langage n'est pas la réalité. Une des difficultés de la philosophie est de ne pas se payer de mots, ne pas succomber à la séduction exercée par les édifices majestueux et les jongleries des philosophes. C'est particulièrement difficile pour les jeunes esprits, avides, ayant soif d'idoles et de puissance. Tant mieux si le pouvoir de la raison les attire, mais combien de temps perdu, trop souvent, à s'émanciper de tel ou tel emportement de jeunesse, de tel maître à penser brillant, mais vaniteux et sans scrupules intellectuels. Les penseurs intègres mettent en garde contre cette sophistique, cette perversion de la philosophie, la mystification et la fausse profondeur, et je soupçonne que la plupart des philosophes qui y succombent le font consciemment, faisant planer au-dessus de la discipline une quasi-conspiration du silence. Nietzsche dénonce ce bluff. Son insouciance, son apologie du rire et sa curieuse insistance sur l'importance de la danse pour la pensée visent à prendre le contre-pied de la lourdeur académique (notamment allemande) et de la propension des philosophes à se réfugier derrière un fétichisme de la lettre pour les rappeler à la primauté de l'esprit. Une formule qui revient souvent chez lui est « ayons l'honnêteté de le reconnaître ». Tout simplement. Ce qu'on est en droit d'attendre d'un philosophe n'est pas, du moins pas a priori, de la virtuosité ou une rigueur discursive irréprochable, mais une résolution à dire les choses telles qu'il les voit. Qu'il se trompe, passe, à condition qu'il ne déroge pas de son engagement à parler franchement. La probité, c'est d'abord cela.

Que Nietzsche se contredise parfois ? Et alors ? Comment faire autrement lorsqu'on écrit plus d'un livre et qu'on ne cherche pas à fonder une secte ou avoir des disciples ? Le temps passe, la pensée progresse, la perspective change. Quand on répète la même chose toute sa vie, du moins en philosophie, c'est que quelque part en chemin on a ou bien cessé de penser ou bien cessé de vivre. Au demeurant, ce manque de rigueur et ces contradictions, il faudrait y voir de plus près. Toutes les propositions d'un livre ne doivent pas être placées sur un même plan herméneutique. Un bon lecteur doit reconnaître les décalages entre la lettre et l'esprit, les deuxième et troisième degrés, lire les sous-entendus, distinguer le badinage, l'humour, la provocation du sérieux, évaluer la valeur de vérité relative accordée par l'auteur à tel ou tel propos. Quand Zarathoustra communique sa doctrine de l'éternel retour ou prophétise la venue du surhumain, quand Nietzsche nous explique « pourquoi [il est] si sage » ou « pourquoi [il est] un destin », cela n'a pas, et même à ses yeux, la même teneur scientifique que sa psychologie de l'homme du ressentiment ou sa thèse de l'innocence du devenir. Il a beau insister sur l'importance de l'art de la lecture, une fois qu'un livre est publié, encore faut-il qu'il tombe entre bonnes mains, qu'il soit découvert par un public à sa hauteur.

Que Nietzsche soit fanfaron ou tienne parfois des propos choquants ? Ça dépend des lecteurs, encore une fois. Doit-on tenir rigueur au philosophe de la bêtise des autres ? Et même doit-on lui tenir rigueur de la sienne ? Car ce n'est qu'un livre après tout, qui ne force personne à agir. Ignorons sa bêtise et retenons sa lucidité. Je n'attends pas d'un philosophe qu'il soit un modèle de vertu, qu'il me serve de pôle identificatoire ni même — je devrais dire ni surtout — qu'il se comporte en bon père de famille. Je veux qu'il me dévoile le monde et m'aide à voir clair, c'est tout. Qu'il commette des erreurs, qu'il s'égare, ce sont ses vérités qui m'intéressent. Il est aussi probable qu'un fou ou une brute ait une idée géniale qu'un homme irréprochable en tout et parfaitement raisonnable n'ait rien d'intéressant à dire. Les hommes ne sont pas d'un seul tenant et si l'on n'avait reçu les œuvres qu'à proportion de la pureté morale ou intellectuelle de leurs créateurs, notre culture serait bien pauvre et nos panthéons seraient vides. La censure et l'indignation morale face à un livre de philosophie, à tout livre qui ne s'adresse pas aux enfants, n'est elle-même qu'enfantillage.

Si vous rapprochez désir de vérité et probité, vous distinguez également les deux notions. Qu'est-ce qui se joue de l'une à l'autre ? Quel rôle la notion de probité — que vous appelez la « vertu nietzschéenne » — joue-t-elle dans la démarche philosophique de Nietzsche ?

Votre première question reposait sur un préjugé répandu contre l'œuvre de Nietzsche, préjugé, comme j'ai essayé de le montrer, qu'il a délibérément refusé de prévenir, selon lequel il en prendrait à son aise avec la vérité, ce qui en ferait davantage un écrivain, un esthète ou, pis encore, un irrationaliste qu'un philosophe. Or non seulement Nietzsche se considère-t-il lui-même comme philosophe, mais il se veut plus scrupuleux, plus radical que ses devanciers. Il y a un point aveugle dans la quête philosophique, un présupposé fondateur qui, selon lui, a toujours été soustrait à l'examen. La volonté de vérité des philosophes ne s'est jamais posée la question de sa propre vérité. On a posé la question de l'être, de Dieu, de la Vérité, mais on aurait dû aussi poser la question du vouloir qui tend vers ces objets. Les philosophes, qui se veulent lucides en tout, ne le sont pas à l'endroit d'eux-mêmes, parce qu'ils ne se sont jamais considérés eux-mêmes comme problème, ne se sont jamais posés la question du sens et de la valeur de leur sacrosaint amour de la vérité. La probité est née de cette « conversion du regard », de ce retournement contre soi de la véracité classique. Il n'est pas exagéré de dire que toute la démarche de Nietzsche — et après lui (et bien sûr en partie à cause de lui) d'une bonne part de la philosophie moderne — s'enracine dans ce changement de perspective ; lui-même va d'ailleurs encore plus loin : « Quel sens aurait toute *notre* vie, si ce n'est celui-ci, que la volonté de vérité a pris en nous conscience d'elle-même *en tant que problème* ? »

Vous opposez chez Nietzsche deux tendances en tension : l'une, métaphysique, qui conduit au projet de l'inversion des valeurs sous le signe du surhomme et de l'éternel retour ; l'autre, sous le signe de la probité, qui aboutit à l'*amor fati*, c'est-à-dire à l'affirmation tragique et joyeuse de ce qui est. Et c'est ce second aspect qui vous semble plus authentique ou plus sérieux. Est-ce exact ?

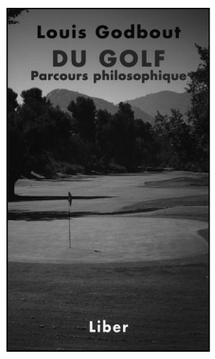
Plus authentique, je ne sais pas. Il y a un fond romantique dans la nature de Nietzsche dont il ne se déprendra jamais malgré tous ses efforts et toute sa critique du romantisme. Et jamais n'aura-t-il été plus heureux ni plus en paix avec lui-même qu'aux beaux jours de Tribschen où il partageait l'intimité de Wagner et de Cosima. Pourtant, à l'époque même où son univers spirituel baignait dans le clair-obscur de la métaphysique de Schopenhauer, il commençait à s'intéresser à Montaigne, La Rochefoucauld et à tout ce « dix-septième siècle de sévère examen de conscience » français. Dans un autre esprit, cette perspective de l'analyse psychologique ne serait peut-être demeurée qu'une curiosité culturelle éveillant aux ruses de l'amour-propre et de la vanité, mais chez Nietzsche elle allait être investie de toute l'ardeur de sa conscience protestante, atteignant ainsi des dimensions proprement vertigineuses : « Je ne crois pas que personne ait jamais regardé le monde avec une suspicion aussi profonde. » Une belle définition que Nietzsche donne du philosophe est qu'il doit être « la mauvaise conscience de son temps ». En plus d'avoir été son propre bourreau, l'intransigeance de sa probité a fait de lui la mauvaise conscience de toute la philosophie, du moins de cette philosophie qui affirme plus qu'elle ne sait, plus que ce qu'elle sait ne pas savoir, celle qui édifie des systèmes et prétend livrer un savoir absolu. Qu'on se le tienne pour dit, « qui pense assez profond comprend qu'il aura toujours tort, qu'il agisse et juge comme il voudra » ! Un philosophe devrait y penser par deux fois avant de publier un livre, d'autant plus que, comme disait Bergson, il n'est jamais tenu de le faire. Non pas qu'une certaine sagesse soit impossible, mais quand on choisit de faire connaître la sienne, ce devrait être toujours avec un sourire en coin. J'aimerais croire que Nietzsche riait dans sa moustache quand il s'abandonnait à sa folie des grandeurs, mais ce serait être trop indulgent envers celui qui ne l'a été avec personne. Reste qu'il a tout de même eu ses moments où il s'est moqué de lui-même, et il y a aussi une forme d'humour et de recul par rapport à soi à fournir à ses détracteurs autant de cordes pour le pendre. Soyons donc nietzschéens, prenons son relais, et rions de lui là où il aurait dû, mais a oublié de le faire.

Je m'en voudrais de ne pas revenir sur un autre livre que vous avez publié chez nous,* Du golf. *On semble là loin de Nietzsche. Chronologiquement, je sais que vous avez écrit le* Nietzsche *avant le* Golf, *qui, dans ce sens, a peut-être été une façon de vous distraire… On ne peut pourtant pas s'empêcher de demander s'il y a un lien de fond ou d'esprit entre les deux. Est-ce que Nietzsche vous a appris quelque chose sur le golf et, inversement, le golf vous a-t-il appris quelque chose sur Nietzsche ?

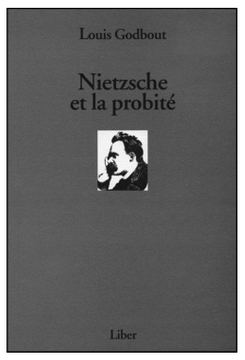
S'il y a un livre qu'on n'était pas tenu d'écrire, c'est bien celui sur le golf. À ma décharge, je peux vous assurer que j'ai ri tout au long de sa composition. Je ne crois pas que Nietzsche aurait aimé ce sport, du moins pas autrement qu'en esthète. Il aimait la marche et, dans sa jeunesse, la nage. Il n'avait rien du type « mâle-amateur-de-sport », mais à choisir il aurait sans doute préféré le baseball au hockey, Federer à Nadal, Richard Garneau à Ron Fournier (peut-on le blâmer ?). Aujourd'hui il ferait peut-être du vélo et, s'il avait été Québécois, probablement aussi de la raquette.

Reste que, contrairement à vous, je n'aurais peut-être pas eu le courage de publier un livre en apparence aussi dérisoire sans la caution de la réévaluation nietzschéenne de l'idéalisme et du grand sérieux philosophique. S'il y a une leçon philosophique à tirer de ce petit livre, elle ne tient pas tant dans les « thèses » qu'il contient, somme toute plutôt rares et superficielles, que dans le propos délibéré de ne pas jouer au philosophe en traitant de « l'être en tant qu'être » ou des « fins dernières » et de diriger plutôt l'attention sur ces « choses mineures » qui composent la vie réelle. De ce point de vue, et sans vouloir faire le plaisant, je dirais que mon livre sur le golf est le plus nietzschéen des deux.

Le golf, à son tour, m'a-t-il enseigné quelque chose sur Nietzsche ? Pas assez, quand je pense à toutes ces heures passées sur le parcours, donc dans des conditions qui semblent très propices à la méditation. En vérité, du moins en ce qui me concerne, une ronde de golf équivaut à quatre heures de mort cérébrale, sauf pour la pensée obsédante du coup à venir. Ce n'est qu'après la partie, de retour dans ma voiture, que l'horizon se dégage à nouveau. Ainsi le veut la névrose du golf. Quant à Nietzsche, disons que ce sport m'a au moins donné un accès privilégié à l'expérience de l'éternel retour, et qu'il a liquidé une fois pour toutes ce contresens que le surhomme tant espéré et annoncé devait être une brute blonde aux yeux bleus ; c'est un Noir que Nietzsche avait en tête… et je ne parle pas ici de Barack Obama. Ce n'est pas rien.



Louis Godbout
Du golf. Parcours philosophique
156 pages, 20 $, ISBN 978-2-89578-130-1
parution mars 2007



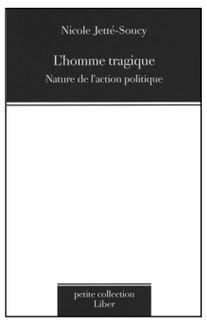
Louis Godbout
Nietzsche et la probité
232 pages, 22 $, ISBN 978-2-89578-158-5
parution octobre 2008

Bulletin 12-0209.qxd 09-02-18 19:04 Page 8

Autres parutions récentes

Roger Cevey
L'éthique avec Mafalda. Introduction à l'éthique appliquée
192 pages, 24$, ISBN 978-2-89578-153-0
parution mai 2008

« Le présent ouvrage constitue aussi bien un outil conceptuel qu'une aide décisionnelle quel que soit le secteur d'intervention. Il se présente comme un glossaire ou un lexique répertoriant les termes clés de la réflexion éthique. Il utilise la bande dessinée Mafalda pour mettre ces notions en contexte et en faire mieux apparaître les résonances et la portée. Les concepts qu'il aborde, les pistes qu'il ouvre seront utiles à tout lecteur qui voudra se faire une compréhension simplifiée et accessible de l'éthique appliquée. Mais il sera particulièrement utile à ceux qui ont suivi des cours d'éthique et qui souhaitent pouvoir facilement retrouver les concepts et les outils usuels qu'ils ont pu rencontrer au cours de leur formation. » (R. C.)

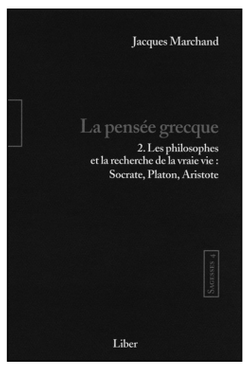


Nicole Jetté-Soucy
L'homme tragique. Nature de l'action politique
« Petite collection »
216 pages, 14$, ISBN 978-2-89578-156-1
parution mai 2008

La politique est régulièrement objet de sarcasmes et de moqueries. On ne compte plus les critiques qui en dénoncent la corruption, le mensonge, les échecs et les effets néfastes. On voudrait qu'elle soit bonne, juste et profitable à tous, comme si elle n'avait qu'à mettre en pratique la morale et la justice de la même manière qu'on applique un procédé de fabrication technique ou qu'on suit les règles d'un jeu. On oublie que l'acteur politique ne dispose d'aucune recette et que, être fini, ne pouvant compter que sur une connaissance imparfaite des choses, son action est, dans son principe comme dans son résultat, fatalement débordée par le cours des événements. C'est cette inadéquation entre l'idée et la réalité, le but visé et le but atteint, qui définit la nature fondamentalement tragique de l'action politique.

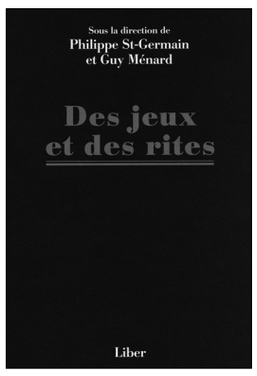
Yves Boisvert et Pierre Tremblay (dir.)
Éthique publique vol. 10 no 1
« Finances publiques »
176 pages, 20$, ISBN 978-2-89578-149-3
parution juin 2008

Les finances publiques sont un instrument au service de l'ensemble de la collectivité. En ce sens, elles doivent être vraies, transparentes, honnêtes, justes et équitables. Pour atteindre ce modèle idéal ou s'en approcher, il faut une convergence harmonieuse et positive de tous les éléments constitutifs des deniers de l'État : l'autorité, le contribuable, l'administrateur, les lois, les règlements, les procédures, les outils de financement et les manières de dépenser ainsi que le concept même de finances publiques. La question de l'éthique des finances publiques dépasse aujourd'hui largement la logique de gestion des deniers publics par les instances gouvernementales nationales traditionnelles, puisque dans la nouvelle logique de gouvernance qui caractérise le jeu politique, nous sommes contraints de réfléchir à cette question sous un angle beaucoup plus ouvert : que ce soit à travers les pressions croissantes sur les sociétés d'État (Caisse de dépôt et placement, Société des alcools, Hydro-Québec) afin qu'elles collaborent toujours plus à l'augmentation des disponibilités budgétaires de l'État ou face à l'insistance récurrente des administrations locales et municipales qui veulent avoir une plus grande part, leur « juste part », diraient-elles, de l'enveloppe fiscale globale.



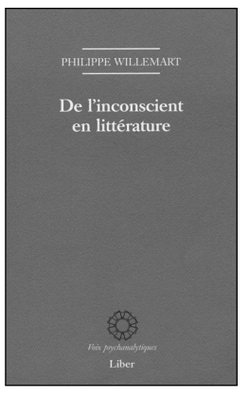
Jacques Marchand
Sagesses, vol. 4
La pensée grecque
tome 2
Les philosophe et la recherche de la vraie vie
402 pages, 28$, ISBN 978-2-89578-162-2
parution août 2008

*Après avoir décrit le monde grec, ses institutions et ses valeurs (*Sagesses*, vol. 4,* La pensée grecque*, tome 1* La naissance d'un monde*), Jacques Marchand entreprend ici l'examen des philosophes et des écoles philosophiques qui forment le socle de la pensée occidentale. Des présocratiques à Aristote, en passant par Socrate et Platon, ce deuxième tome consacré à la pensée grecque s'arrête aux philosophes de la période classique, à ceux en somme qui en sont venus à inventer le projet proprement philosophique de concevoir et de mener une vie bonne, authentique et conforme aux vérités profondes que leur réflexion mettait au jour.*



Guy Ménard et Philippe St-Germain (dir.)
Des jeux et des rites
264 pages, 25$, ISBN 978-2-89578-159-2
parution août 2008

« Dans son Homo ludens*, Johan Huizinga a mis en lumière ce qui rapproche le jeu du secret, du mystère, de l'action sacrée — bref, du rite. Réciproquement, l'action rituelle est un spectacle, une représentation dramatique, une figuration, un geste répétitif et réglé : en d'autres termes, un jeu. Quelle que soit sa valeur, ce rapprochement entre le jeu et le rite est apparu comme un outil à la fois provocant et prometteur. D'autant plus que, à bien des égards, la culture contemporaine manifeste un engouement considérable pour d'innombrables formes ludiques, du sport professionnel aux jeux vidéo, en passant par les "jeux de société", les quiz, les jeux de "hasard" et les séductions du show business. À partir de l'analyse d'une "action ludique", quelle qu'elle soit, il serait ainsi possible de déboucher sur le rite. Mais, à l'inverse, en examinant un rite, c'est bel et bien au jeu que l'on aurait le sentiment d'aboutir. Pourrait-on dès lors, au sens strict — et non à celui d'une vague analogie —, poser une équivalence entre rite et jeu ? Telle est en tout cas la question qui sert de fil conducteur à cette réflexion collective qui dégage, sous divers angles et à propos d'un grand éventail de manifestations culturelles anciennes et récentes, la force anthropologique et la persistance du jeu autant que du rite. » (P. S.-G., G. M.)*



Philippe Willemart
De l'inconscient en littérature
« Voix psychanalytiques »
152 pages, 20$, ISBN 978-2-89578-161-5
parution août 2008

« L'analyste ne prétend pas guérir, mais permettre d'abord à l'inconscient de travailler. De la même manière, je ne désire pas ici démontrer comment appliquer la psychanalyse aux textes littéraires, mais délimiter les conditions dans lesquelles travaille le signifiant et dans quel cadre le critique peut utiliser la psychanalyse. J'ai voulu construire un modèle qui régirait les rapports nécessaires et possibles entre l'inconscient, la langue et le texte littéraire. En somme, je me suis demandé si le texte littéraire est une expression de l'homme écrivain ou une production de l'auteur, ce qui revient à rechercher les rapports entre le sujet, le corps et la langue, et aussi à décrire un modèle préliminaire des rapports entre le texte littéraire et l'inconscient. » (P. W.)

Geneviève Sicotte
Le festin lu. Le repas chez Flaubert, Zola et Huysmans
« Petite collection »
330 pages, 16$, ISBN 978-2-89578-163-9
parution août 2008

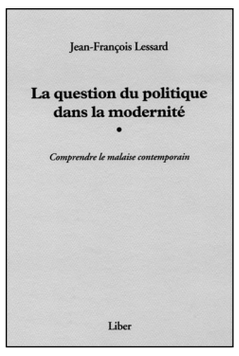
Le dix-neuvième siècle a été obsédé par la table. Des manuels de savoir-vivre aux livres de cuisine savante ou économique, des rapports de police sur les aliments falsifiés aux ouvrages édifiants pour la jeunesse, tout atteste d'une rumeur gastronomique continue. C'est que, pour la première fois de façon aussi généralisée, les classes aisées sont délivrées du souci quotidien et immédiat de la subsistance, libérées de la « peur de manquer ». Le repas devient le rituel par excellence de la socialisation bourgeoise, soutenu par un nouveau discours alimentaire tout à la fois hédoniste et normatif. Si le roman réaliste enregistre ce discours, il ne le reconduit pas simplement. Il intègre de manière inédite le motif du repas, l'interroge, le détourne, l'utilise à ses propres fins. Les œuvres de Flaubert, de Zola et de Huysmans sont exemplaires à cet égard. À travers elles, l'auteur fait ici parler un moment capital de l'histoire du roman, montrant comment celui-ci tient sur le monde un propos éthique toujours actuel.

Rachad Antonius et Noomane Raboudi (dir.)
Cahiers de recherche sociologique no 46
« L'islam, l'Empire et le République »
152 pages, 20$, ISBN 978-2-89578-160-8
parution octobre 2008

Les débats en cours au Québec et ailleurs dans le monde sur l'islam politique et sur ses conséquences ont une caractéristique qu'il faut clarifier et qui résulte d'une situation de polarisation sociale autour d'un clivage religieux, polarisation qui entraîne des tensions et qui a déjà produit des dérapages, au moins au niveau de certains médias. Parallèlement, des attitudes hostiles à l'Occident et aux valeurs de la République s'expriment par le biais de revendications religieuses, mais, là non plus, toute revendication religieuse ne constitue pas un rejet des valeurs de la République. L'existence de positions extrêmes fournit à chacun les excuses et les justifications pour la « démonisation » de l'autre et pour la mobilisation politique contre le « danger » qu'il représente. Dans chaque camp, les valeurs de la République sont mobilisées pour maintenir l'Empire ou pour le reconstruire. C'est ce cercle qu'il faut briser.

Bulletin 12-0209.qxd 09-02-18 19:04 Page 9

Autres parutions récentes



Jean-François Lessard
La question du politique dans la modernité. Comprendre le malaise contemporain
222 pages, 22$, ISBN 978-2-89578-165-3
parution octobre 2008

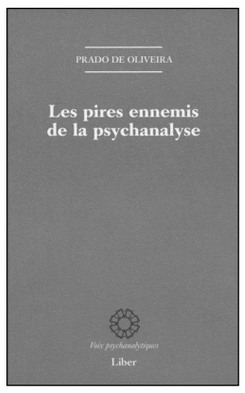
« La question qui guide notre réflexion est celle-ci : pourquoi l'idée moderne du politique apparaît-elle de moins en moins fondamentale dans la composition et dans le fonctionnement des sociétés occidentales contemporaines ? Il y a en effet, dit-on, dépolitisation de nos sociétés. Cette idée diffuse fait partie de l'air du temps. De nombreuses études et enquêtes démontrent un désintérêt marqué des citoyens pour la politique. Les taux de participation sont en baisse, l'engagement dans les partis politiques traditionnels également. Le militantisme sous toutes ses formes semble avoir du plomb dans l'aile et on ne cesse de nous rappeler que la profession de politicien est une des plus déconsidérées. L'objectif du présent ouvrage est de comprendre ce phénomène de désintérêt de la population, plutôt que d'analyser les nouvelles formes de politisation qui se mettent en place, et de proposer une compréhension d'ensemble des changements et des bouleversements qui ont marqué la sphère du politique. Nous n'avancerons pas une explication complète ou définitive du phénomène, nous espérons simplement que notre reconstruction du politique à l'époque moderne permettra de voir plus clair dans les débats contemporains. » (J.-F. Lessard)

Pierre Bertrand
Le défi de vivre
232 pages, 23$, ISBN 978-2-89578-172-1
parution janvier 2009

« C'est dans la mesure où nous quittons cette vie ou tentons de prendre nos distances à son endroit que nous errons et souffrons de déréliction. Nous mettons nos objets, qu'il s'agisse de produits de consommation, de machines ou d'œuvres émanant d'une création particulière, au-dessus de la vie. Ils sont plus facilement saisissables, reconnaissables et manipulables. Ils durent, se présentant à nous comme des critères, des valeurs et des balises à quoi nous raccrocher, susceptibles de nous donner une forme de sécurité, alors que la vie passe, insaisissable, évanescente, éphémère. Mais que nous le voulions ou non, que nous cherchions à la quitter ou non, nous nous trouvons toujours dans la vie. En dépit de ce que croyaient les Anciens, il ne nous est pas possible de faire de celle-ci une œuvre d'art. Il faudrait pouvoir la figer, alors qu'elle ne cesse de nous emporter. Tel est d'ailleurs le vrai défi : couler avec elle, attentifs à ses tours et à ses méandres, au lieu de chercher à l'arrêter dans une prétendue vérité, issue d'une croyance ou d'une connaissance, dans un objet ou dans une œuvre. »
(P. B.)

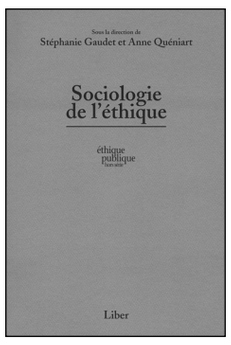
Pierre Pelletier
Au-delà du moi. Les thérapies transpersonnelles
« Petite collection »
408 pages, 16$, ISBN 978-2-89578-168-4
parution octobre 2008

La pensée transpersonnelle propose une démarche contemplative où science et mystique tentent de se rejoindre. En valorisant le corps, les mythes de l'inconscient collectif et l'expansion de la conscience, le transpersonnel prétend que chaque être humain peut atteindre le divin en lui. Ce faisant, il bouleverse autant le monde des thérapies que l'univers jadis réservé aux religions. Pour rendre compte de ce mouvement, qui n'a pas fini de se définir, l'auteur présente quelques-uns des chefs de file, les théoriciens qui lui semblent les plus sérieux et les plus influents. Il dégage des points de convergence, des convictions communes qui donnent au transpersonnel son unité et l'inscrivent dans un nouveau paradigme scientifique. Tout en confessant sa sympathie pour la pensée transpersonnelle, Pierre Pelletier n'en demeure pas moins critique. Sur le mode du questionnement, il propose des critères de discernement tant du point de vue psychologique que philosophique et théologique.



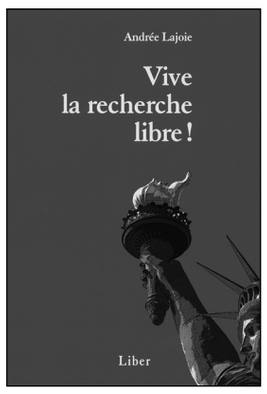
Luiz Eduardo Prado de Oliveira
Les pires ennemis de la psychanalyse. Contribution à l'histoire de la critique interne
« Voix psychanalytiques »
232 pages, 24$, ISBN 978-2-89578-174-5
parution janvier 2009

La question posée au départ de cette réflexion porte sur la contradiction et l'écart entre l'effort pour partager une pensée commune à un groupe et celui pour rester sensible aux singularités de chaque patient ; elle porte aussi sur l'écart entre l'homogénéisation que l'institution et la formation analytiques imposent comme idéal et le développement d'une pensée ouverte en permanence à l'imprévisible et à la surprise. L'expérience permet d'apporter une réponse. Tant qu'un analyste est incrusté dans une institution ou dans une théorie, sa tendance est d'en imposer à ses patients son idéologie propre, de manière à parfaire sa propre identité en tant qu'analyste. Dans ce sens, l'institution censée protéger et transmettre l'analyse est aussi sa pire ennemie. Et son pire ennemi, dans la mesure où il a souhaité l'institutionnalisation de sa pensée, a été Sigmund Freud.



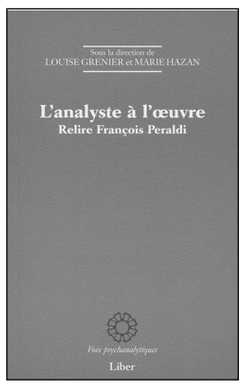
Sous la direction de
Stéphanie Gaudet et Anne Quéniart
Sociologie de l'éthique
« Éthique publique, hors série »
174 pages, 23$, ISBN 978-2-89578-109-7
parution octobre 2008

« Les discours sociaux en appellent de plus en plus à la notion d'"éthique", les représentations sociales et les pratiques en cette matière tendent à se multiplier, pourtant peu de sociologues s'y intéressent. Jusqu'ici, l'éthique, en tant qu'étude des normes et des valeurs orientant l'action individuelle et institutionnelle, a plutôt été l'affaire de la philosophie. Les juristes sont également couramment appelés à résoudre les dilemmes éthiques. Les sociologues, eux, semblent avoir été tenus à l'écart de ces réflexions qui portent pourtant sur le cœur même de leur objet d'étude : le tissu social. Ce livre a justement pour objectif d'amorcer une réflexion sur l'apport de la sociologie à la compréhension de l'éthique, entendue comme phénomène social, qui prend autant la forme de discours institutionnels que celle, plus informelle, du processus de réflexivité individuelle. Il a également pour objectif de proposer une diversité de perspectives théoriques et empiriques sur les possibilités de recherche sur l'éthique en sciences sociales. »
(S. G. et A. Q.)



Andrée Lajoie
Vive la recherche libre !
Les subventions publiques à la recherche en sciences humaines et sociales au Québec
224 pages, 24$, ISBN 978-2-89578-175-2
parution février 2009

Depuis l'apparition des subventions publiques à la recherche en sciences humaines et sociales (Conseil des arts du Canada, 1957), la recherche libre dans ce domaine a occupé une part de plus en plus réduite à l'intérieur du budget tant canadien que québécois destiné à la recherche. On doit comprendre la recherche « libre » par opposition à la recherche « concertée » et à la recherche « ciblée » : là où elle laisse au chercheur la liberté de choix des sujets dont il entend traiter et de la façon de les étudier, les deux autres lui imposent soit les modalités de réalisation des travaux (équipes, partenariats, réseaux), soit les thèmes admissibles à l'aide publique (déterminés par les autorités politiques), soit l'une et l'autre contrainte. C'est toute la logique de la recherche, du savoir et de son usage qui est ainsi transformée, et cela a des conséquences souvent néfastes à la fois sur les chercheurs et sur la société elle-même qui utilise le résultat de leur travail. Si cet ouvrage rappelle les étapes de cette transformation et recueille des témoignages éloquents sur la réalité à laquelle cela a donné lieu, il est surtout une protestation contre le fonctionnement actuel du financement de la recherche et un appel à rendre au travail universitaire sa liberté et sa créativité.



Louise Grenier et Marie Hazan (dir.)
L'Analyste à l'œuvre. Relire François Peraldi
« Voix psychanalytiques »
144 pages, 20$, ISBN 978-2-89578-171-4
parution octobre 2008

« François Peraldi (1938-1993), psychanalyste indépendant, "silhouette énigmatique", n'aura jamais cessé d'être un analysant. Presque vingt ans à enseigner Lacan, à accueillir des conférenciers d'ici et d'ailleurs, à raconter ses voyages dans les lieux les plus insolites des villes et de la psyché. Un homme qui a essayé de penser sa singularité de sujet avec et contre les autres. Mais qu'attendait-il de ceux qui venaient l'écouter ? Une oreille attentive, certes, mais aussi des mots pour le relancer dans une élaboration théorique indissociable de son travail analytique. La question ne cesse d'insister : quelle place, quelle valeur théorique pouvons-nous accorder aux travaux et séminaires de François Peraldi ? En quoi cette expérience et cette pensée nous sont-elles utiles pour repenser notre propre rapport à la psychanalyse ? Pour nous, il s'agit de reconnaître la place de Peraldi dans notre devenir-analyste, sans refouler ce que son discours pouvait avoir d'éclairant et de troublant, de rebutant parfois, mais aussi d'unique sur la scène québécoise. » (Louise Grenier)

Florence Piron et Céline Hanon (dir.)
Éthique publique vol. 10 no 2
« Les enjeux éthiques du vieillissement »
168 pages, 20$, ISBN 978-2-89578-170-7
parution février 2009

Dans les démocraties libérales contemporaines, les personnes « vieillissantes » forment un groupe d'âge qui est au cœur d'importants débats éthiques, politiques et administratifs. Comment, collectivement, pourrons-nous assurer une fin de vie digne et respectueuse de leur volonté à tous les citoyens qui, en vieillissant, risquent toujours plus d'être atteints par la maladie ou la perte d'autonomie, alors que leur nombre ne cesse d'augmenter pour des raisons démographiques et en raison de l'efficacité des soins de santé ? Quel idéal d'autonomie voulons-nous maintenir pour chaque personne et à quel prix ? Quelle part de nos ressources collectives voulons-nous y consacrer et sous quelle forme ? L'État est-il le principal responsable de ces personnes ? Quel rôle la famille et la communauté élargie peuvent-elles jouer dans le maintien de la dignité des personnes âgées en perte d'autonomie ou malades ? De quelle manière soutenir les proches aidants de ces personnes, dont la mission va s'avérer de plus en plus essentielle avec les années ?

Bulletin 12-0209.qxd 09-02-18 19:04 Page 10

Catalogue

April, Denis, *Paul et les fées. Récits* «Les impatients» ISBN 978-2-89578-147-9, 2008, 126 pages, 14$

Bailey, Edward, *La religion implicite. Une introduction* «Petite collection» Traduit de l'anglais par Guy Ménard ISBN 978-2-89578-102-8, 2006, 144 pages, 12$

Baillargeon, Stéphane, *Entretiens avec Louis Rousseau. Religion et modernité au Québec* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-10-1, 1994, 154 pages, 18$

Barras, Henri, *De l'art cuit à l'art cru. Aux sources de la création* «Les impatients» ISBN 978-2-89578-120-2, 2007, 186 pages, illustré couleur, 24$

Bazan, Ariane, *Des fantômes dans la voix. Une hypothèse neuropsychanalytique sur la structure de l'inconscient* «Voix psychanalytiques» ISBN 978-2-89578-136-3, 2007, 148 pages, 20$

Beaudry, Jacques, *L'œil de l'eau* ISBN 978-2-89578-008-3, 2002, 120 pages, 17$

Bédard, Jean, *Comenius ou combattre la pauvreté par l'éducation de tous* «La pensée en chemin» ISBN 978-2-89578-078-6, 2005, 146 pages, 17$

Bélanger, Marco, *Le flou dans la bergerie. Essai sur la lucidité et l'incertitude* ISBN 978-2-89578-015-1, 2002, 216 pages, 21$

Bellavance, Guy (dir.), *Monde et réseaux de l'art. Diffusion, migration et cosmopolitisme en art contemporain* ISBN 978-2-921569-78-1, 2000, 312 pages, 27$

Belle-Isle, Francine, Simon Harel, Gabriel Louis Moyal (dir.), *L'étonnement* «Espace de réflexion psychanalytique» ISBN 978-2-921569-77-4, 2000, 228 pages, 27$

Bernier, André G., François Pouliot (dir.), *Éthique et conflits d'intérêts* «Éthique publique hors série» ISBN 978-2-921569-80-4, mars 2000, 192 pages, 23$

Berthelet Lorelle, Christiane, *De l'un à l'autre. Spiritualité du yoga et psychanalyse* «Voix psychanalytiques» ISBN 978-2-89578-129-5, 2007, 152 pages, 20$

Bertrand, Pierre, *L'art et la vie* ISBN 978-2-89578-002-1, 2001, 132 pages, 20$
—, *Le cœur silencieux des choses. Essai sur l'écriture comme exercice de survie* ISBN 978-2-921569-62-0, 1999, 174 pages, 23$
—, *Connaissance de soi et vie quotidienne* ISBN 978-2-89578-035-9, 2003, 264 pages, 24$
—, *La conversion du regard* ISBN 978-2-89578-079-3, 2005, 198 pages, 21$
—, *Éloge de la fragilité* ISBN 978-2-921569-86-6, 2000, 210 pages, 23$
—, *Exercices de perception* ISBN 978-2-89578-100-4, 2006, 240 pages, 24$
—, *L'intelligence du corps* ISBN 978-2-89578-052-6, 2004, 246 pages, 23$
—, *L'intime et le prochain* ISBN 978-2-89578-131-8, 2007, 144 pages, 18$
—, *Pour l'amour du monde* ISBN 978-2-89578-016-8, 2002, 276 pages, 23$
—, *La vie au plus près* ISBN 978-2-921569-44-6, 1997, 192 pages, 24$

Bertrand, Pierre, et Martin Thibault, *Paroles de l'intériorité. Dialogue autour de la poésie* ISBN 978-2-89578-137-0, 2007, 138 pages, 18$

Bertrand, Yves, *Le héros ordinaire* ISBN 978-2-921569-32-3, 1996, 210 pages, 22$
—, *Le jardin intérieur. Construire son bonheur quotidien* ISBN 978-2-89578-048-9, 2004, 156 pages, 23$

Beylerian, Onnig, *Accords et impasses. Introduction à la négociation internationale par la simulation* ISBN 978-2-921569-61-3, 1998, 156 pages, 21$

Bilodeau, Denyse, *Les murs de la ville. Les graffitis de Montréal* ISBN 978-2-921569-29-3, 1996, 204 pages, 21$

Biron, Normand, *L'artiste et le critique. L'art peut-il s'écrire? (1975-2000)* ISBN 978-2-921569-90-3, 2000, 256 pages, 23$
—, *L'œil énamouré. Préfaces, mélanges, postiche (1975-2000…)* ISBN 978-2-89578-005-2, 2001, 280 pages, 23$

Bissoondath, Neil, *Le marché aux illusions. La méprise du multiculturalisme* Traduit de l'anglais par Jean Papineau, coédition Boréal ISBN 978-2-921569-20-5, 1995, 243 pages, 19,50$

Boisvert, Yves (dir.), *Postmodernité et sciences humaines. Une notion pour comprendre notre temps* ISBN 978-2-921569-53-8, 1998, 198 pages, 25$

Boisvert, Yves (dir.), *L'intervention en éthique organisationnelle* «Éthique publique hors série» ISBN 978-2-89578-117-2, 2007, 224 pages, 23$

Boisvert, Yves (dir.), *Qu'est-ce que l'éthique publique?* «Éthique publique hors série» ISBN 978-2-89578-082-3, 2005, 128 pages, 17$

Boisvert, Yves, Jacques Hamel, Marc Molgat (dir.), *Vivre la citoyenneté. Identité, appartenance et participation* «Éthique publique hors série» ISBN 978-2-921569-87-3, 2000, 192 pages, 23$

Boisvert, Yves, Louis Côté, Magalie Jutras, Georges A. Legault, Allison Marchildon, *Petit manuel d'éthique appliquée à la gestion publique* «Éthique publique hors série» ISBN 978-2-89578-019-9, 2003, 144 pages, 23$

Bordeleau, Léo-Paul, *Quelle éthique du sport?* ISBN 978-2-921569-79-8, 2000, 258 pages, 28$

Bordeleau, Léo-Paul, et Sébastien Charles (dir.), *Corps et science. Enjeux culturels et philosophiques* ISBN 978-2-921569-70-5, 1999, 208 pages, 26$

Bourgie, Pierre, *Entretiens avec Jacques de Tonnancour. De l'art et de la nature* coédition Musée d'art contemporain de Montréal, «De vive voix» ISBN 978-2-921569-67-5, 1999, 136 pages, illustré couleur, 28$

Brodeur, Claude, *Parcours d'un psychanalyste. Le cheminement de l'idée* «Voix psychanalytiques» ISBN 978-2-89578-144-8, 2008, 184 pages, 23$

Bunge, Mario, *Matérialisme et humanisme. Pour surmonter la crise de la pensée* Traduit de l'anglais par Laurent-Michel Vacher ISBN 978-2-89578-041-0, 2004, 294 pages, 27$

Bugingo, François, *Africa mea. Le Rwanda et le drame africain* ISBN 978-2-921569-41-5, 1997, 248 pages, 28$
—, *La mission au Rwanda. Entretiens avec le général Guy Tousignant* ISBN 978-2-921569-45-3, 1997, 280 pages, 30$

Cabanac, Michel, *La quête du plaisir. Étude sur le conflit des motivations* ISBN 978-2-921569-25-5, 1995, 170 pages, 19$

Cahiers de recherche sociologique, 47 numéros parus, ISSN 0831-1048, 20$/vol.

Calabrese, Giovanni, *Entretiens avec Jean Paré. Un grand reportage sur le Québec contemporain* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-11-8, 1994, 188 pages, 20$
—, *Philosophie, science, politique. Autour de Laurent-Michel Vacher*, collectif ISBN 978-2-89578-127-1, 2007, 184 pages, 27$
—, *Prodige de la main*, collectif ISBN 978-2-89578-110-3, 2006, 184 pages, 27$

Canty, Daniel, *Êtres artificiels. Les automates dans la littérature américaine* ISBN 978-2-921569-43-9, 1997, 162 pages, 12$

Carle, Gilles, *La nature d'un cinéaste* ISBN 978-2-921569-64-4, 1999, 246 pages, 25$

Carmant, Lionel, *Le métier d'enseignant* «Trame» ISBN 978-2-921569-33-0, 1996, 138 pages, 14$

Carpentier-Roy, Marie-Claire, *Corps et âme. Psychopathologie du travail infirmier* ISBN 978-2-921569-18-7, 1995, 206 pages, 20$ • Deuxième édition

Carrier, Michel, *Penser le sacré. Les sciences humaines et l'invention du sacré* ISBN 978-2-89578-066-3, 2005, 156 pages, 20$

Cevey, Roger, *Regard éthique sur le geste éducatif* ISBN 978-2-89578-070-0, 2005, 144 pages, 15$

Chagnon, Gilles et Danielle Monast (dir.), *François Peraldi. Voix, legs, parcours d'un psychanalyste* ISBN 978-2-89578-076-2, 2005, 162 pages, 20$

Chalom, Maurice, *Le migrant démuni. Alphabétisation et intégration des immigrants* ISBN 978-2-9802019-0-5, 1991, 114 pages, 13,95$
—, *Le policier et le citoyen. Pour une police de proximité* ISBN 978-2-921569-48-4, 1996, 168 pages, 21$

Chalom, Maurice, et John Kousik (dir.), *Violence et déviance à Montréal* ISBN 978-2-921569-01-9, 1993, 150 pages, 16$

Chapleau, Marc, *L'amateur de vin* ISBN 978-2-921569-26-2, 1995, 186 pages, 20$
—, *Entretiens avec Champlain Charest. La passion du vin* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-15-6, 1994, 119 pages, 16$ • Épuisé

Charles, Sébastien, *Une fin de siècle philosophique. Entretiens avec Comte-Sponville, Conche, Ferry, Lipovetsky, Onfray, Rosset* ISBN 978-2-921569-63-7, 1999, 258 pages, 25$
—, *L'hypermoderne expliqué aux enfants* ISBN 978-2-89578-115-8, 2007, 160 pages, 20$

Charles, Sébastien, et Pierre-Henri Tavoillot, *Qu'est-ce qu'une société d'individus?* ISBN 978-2-132-5, 2007, 252 pages, 23$

Chassay, Jean-François, *Fils, lignes, réseaux. Essai sur la littérature américaine* ISBN 978-2-921569-71-2, 1999, 294 pages, 27$
—, *Imaginer la science. Le savant et le laboratoire dans la fiction contemporaine* ISBN 978-2-89578-028-1, 2003, 252 pages, 24$

Chassay, Jean-François, Jean-François Côté et Bertrand Gervais (dir.), *Edgar Allan Poe. Une pensée de la fin* ISBN 978-2-921569-91-0, 2001, 204 pages, 24$

Chassay, Jean-François, et Bertrand Gervais (dir.), *Les lieux de l'imaginaire* ISBN 978-2-89578-017-5, 2002, 312 pages, 26$

Cheetham, Mark A., *La mémoire postmoderne. Essai sur l'art canadien contemporain* Traduit de l'anglais par Jean Papineau ISBN 978-2-9802020-0-1, 1992, 228 pages, illustré, 25$

Clément, Pierre, *En finir avec l'inconscient. Pour un renouveau de la psychanalyse* ISBN 978-2-89578-046-5, 2004, 244 pages, 26$

Cornellier, Louis (dir.), *Cinq intellectuels sur la place publique, Roch Côté, Pierre Falardeau, Pierre Milot, Jacques Pelletier, Laurent-Michel Vacher* ISBN 978-2-921569-22-4, 1995, 154 pages, 17$

Côté, Marguerite Michelle, *Les jeunes de la rue* ISBN 978-2-89578-011-3, 2002, 192 pages, 19$ • Nouvelle édition
—, *Entretiens avec Thérèse Gouin Décarie. La psychologie de l'enfant, côté science et côté cœur* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-37-8, 1996, 198 pages, illustré, 23$

Coulombe, Michel, *Entretiens avec Jean Beaudin. À fleur d'écran* photos: Michel Gauthier, coédition Les 400 coups, «De vive voix» ISBN 978-2-921569-72-9, 1999, 132 pages, 25$
—, *Entretiens avec Gilles Carle. Le chemin secret du cinéma* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-16-3, 1995, 228 pages, 21$

Couture, Yves, *La terre promise. L'absolu politique dans le nationalisme québécois* ISBN 978-2-921569-12-5, 1994, 228 pages, 21$

Demers, Bernard, *Psychopathologie de la gestion* ISBN 978-2-89578-140-0, 2008, 152 pages, 18$

Dorion, Louis-André, *Entretiens avec Luc Brisson. Rendre raison au mythe* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-55-2, 1999, 192 pages, 22$

Dufour, Frédérick-Guillaume, *Patriotisme constitutionnel et nationalisme. Sur Jürgen Habermas* ISBN 978-2-921569-92-7, 2001, 234 pages, 24$

Duguay, Benoit, *Consommation et image de soi. Dis-moi ce que tu achètes…* ISBN 978-2-89578-081-6, 2005, 152 pages, 18$

Duguay, Benoit, *Consommation et luxe. La voie de l'excès et de l'illusion* ISBN 978-2-89578-139-4, 2007, 150 pages, 18$

Duhamel, André, et André Lacroix (dir.), *Éthique et politique en contexte global* ISBN 978-2-89578-056-4, 2004, 234 pages, 25$

Duval, Laurent, *Abus de presse. Critique du quatrième pouvoir* ISBN 978-2-921569-27-9, 1995, 202 pages, 20$

Durand, Guy, *Pour une éthique de la dissidence. Liberté de conscience, objection de conscience et désobéissance civile* ISBN 978-2-89578-055-7, 2004, 160 pages, 18$
—, *Six études d'éthique et de philosophie du droit* «La pensée en chemin» ISBN 978-2-89578-091-5, 2006, 162 pages, 18$

Érouart, Gilbert, *Entretiens avec Jean-Paul Riopelle.* Suivis de *Fernand Seguin rencontre Jean-Paul Riopelle* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-09-5, 1993, 124 pages, 17$

Éthique publique, 18 numéros parus, ISSN 1488-0946, 20$/vol.

Forget, Patrick, *Sur la manifestation. Le droit et l'action collective* «Le droit aussi…» ISBN 978-2-89578-072-4, 2005, 176 pages, 21$

Formation à l'interculturel. Quatre répertoires, 10$/vol.

Fournier, Marcel, *Entretiens avec Denis Szabo. Fondation et fondements de la criminologie* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-56-9, 1998, 234 pages, 24$

Gagnon, Éric, *Les promesses du silence. Essai sur la parole* ISBN 978-2-89578-108-0, 2006, 138 pages, 18$

Garand, Dominique, *Portrait de l'agoniste: Gombrowicz* ISBN 978-2-89578-036-6, 2003, 224 pages, 24$

Gaudreault-DesBiens, Jean-François, *La liberté d'expression, entre l'art et le droit* coédition Presses de l'université Laval ISBN 978-2-921569-31-6, 1996, 300 pages, 30$
—, *Le sexe et le droit. Sur le féminisme juridique de Catharine MacKinnon* coédition Yvon Blais «Le droit aussi…» ISBN 978-2-921569-93-4, 2001, 180 pages, 22$

Gauthier, Michel, et Luc Lussier, *Contrechamps* ISBN 978-2-921569-47-7, 2000, 168 pages, 30$

Gauvin, Lise, *Entretiens avec Fernand Leduc.* Suivis de *Conversation avec Thérèse Renaud* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-24-8, 1995, 268 pages, 22$

Giroux, Aline, *Le pacte faustien de l'université* ISBN 978-2-89578-087-8, 2006, 276 pages, 24$

Giroux, Laurent, *Jalons historiques pour une éthique de finitude* «La pensée en chemin» ISBN 978-2-89578-098-4, 2006, 180 pages, 22$

Godard, Béatrice, *L'avortement entre la loi et la médecine* ISBN 978-2-9802020-1-8, 1992, 158 pages, 16$

Godbout, Louis, *Du golf. Parcours philosophique* ISBN 978-2-89578-130-1, 2007, 156 pages, 20$

Goguel d'Allondans, Thierry, *Les gardiens du seuil. Lecture anthropologique du travail social* ISBN 978-2-89578-064-9, 2005, 160 pages, 18$

Grenier, Louise, et Marie Hazan (dir.), *L'analyste à l'œuvre. Relire François Peraldi* ISBN 978-2-89578-171-4, 2008, 144 pages, 20$

Grenier, Louise, et Isabelle Lasvergnas (dir.), *Penser Freud avec Patrick Mahony* ISBN 978-2-89578-047-2, 2004, 224 pages, 24$

Grenier, Louise, et Suzanne Tremblay (dir.), *Le projet d'Antigone. Parcours vers la mort d'une fille d'Œdipe* ISBN 978-2-89578-068-7, 2005, 174 pages, 23$

Guy, Jean-Sébastien, *L'idée de mondialisation. Portrait de la société par elle-même* ISBN 978-2-89578-118-9, 2007, 152 pages, 20$

Hajlblum, Serge, *Hors la voix. Battements entre aphasie et autisme* «Voix psychanalytiques» ISBN 978-2-89578-093-9, 2006, 136 pages, 17$

Harel, Simon (dir.), *Résonances. Dialogues avec la psychanalyse* ISBN 978-2-921569-49-1, 1998, 350 pages, 30$
—, *La démesure de la voix. Parole et récit en psychanalyse* ISBN 978-2-921569-99-6, 2001, 252 pages, 23$
Harel, Simon et Alain Médam, *Le regard long* ISBN 978-2-89578-022-9, 2002, 142 pages, 22$

Hébert, Robert, *Dépouilles. Un almanach* ISBN 978-2-921569-39-2, 1997, 182 pages, 20$
—, *L'homme habite aussi les franges* ISBN 978-2-89578-020-5, 2003, 240 pages, 23$
—, *Novation. Philosophie artisanale* ISBN 978-2-89578-059-5, 2004, 164 pages, 18$

Inchauspé, Paul, *L'avenir du cégep* ISBN 978-2-982020-2-5, 1992, 208 pages, 21$
—, *Pour l'école. Lettres à un enseignant sur la réforme des programmes* ISBN 978-2-89578-114-1, 2007, 184 pages, 22$

Jama, Sophie, *Entretiens avec Naïm Kattan. Les temps du nomade* «De vive voix» ISBN 978-2-89578-069-4, 2005, 252 pages, 23$

Jbeili, Karim, *Le psychisme des Orientaux. Différences et déchirures* «Voix psychanalytiques» ISBN 978-2-89578-097-7, 2006, 120 pages, 16$

Jetté-Soucy, Nicole, *L'homme tragique. Nature de l'action politique* ISBN 978-2-921569-57-6, 1998, 198 pages, 25$; également, «Petite collection» ISBN 978-2-89578-156-1, 2008, 216 pages, 14$

Kattan, Naïm, Monique LaRue, Alain Médam, Pierre Ouellet, *Visages d'humanité* «Figures libres» ISBN 978-2-89578-054-0, 2004, 104 pages, 16$

Labelle, Micheline, et Joseph J. Lévy, *Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par les leaders de groupes ethnoculturels* ISBN 978-2-921569-17-0, 1995, 380 pages, 29$

Lacroix, André, et Jean-François Malherbe (dir.), *L'éthique à l'ère du soupçon. La question du fondement anthropologique de l'éthique appliquée* ISBN 978-2-89578-029-8, 2003, 168 pages, 24$

Bulletin 12-0209.qxd 09-02-18 19:04 Page 11

… suite catalogue

Lacroix, André (dir.), *Éthique appliquée, éthique engagée. Réflexions sur une notion* ISBN 978-2-89578-099-1, 2006, 150 pages, 18$

Ladrière, Jean, *Les enjeux de la rationalité* ISBN 978-2-89578-001-4, 2001, 240 pages, 23$

Lafrance, Louis, *Droit humanitaire et guerres déstructurées. L'exemple africain* ISBN 978-2-89578-086-1, 2006, 156 pages, 20$

Lamonde, Diane, *Le maquignon et son joual. L'aménagement du français québécois* ISBN 978-2-921569-50-7, 1998, 224 pages, 24$ • Épuisé

Larouche, Jean-Marc, *La religion dans les limites de la cité. Le défi religieux des sociétés postséculières* ISBN 978-2-89578-143-1, 2008, 144 pages, 18$

Lasvergnas, Isabelle (dir.), *Le vivant et la rationalité instrumentale*, coédition Cahiers de recherche sociologique «Éthique publique hors série» ISBN 978-2-89578-037-3, 2003, 204 pages, 24$

Legault, Ginette, *Repenser le travail. Quand les femmes accèdent à l'égalité* ISBN 978-2-9802019-4-3, 1991, 192 pages, 19$

Legault, Guy R., *La ville qu'on a bâtie. Trente ans au service de l'urbanisme et de l'habitation à Montréal, 1956-1986* ISBN 978-2-89578-018-2, 2002, 270 pages, 25$

Lessard, Jean-François, *L'état de la nation,* «Petite collection», ISBN 978-2-89578-119-6, 2007, 128 pages, 12$

Lever, Yves, *Petite critique de la déraison religieuse* «Trame» ISBN 978-2-921569-58-3, 1998, 228 pages, 21$

Lévesque, Robert, *Entretiens avec Jean-Pierre Ronfard.* Suivis de *La leçon de musique 1644* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-08-8, 1993, 178 pages, 20$

Lévy, Joseph J., *Entretiens avec David Le Breton. Déclinaisons du corps* «De vive voix» ISBN 978-2-89578-045-8, 2004, 192 pages, 23$
—, *Entretiens avec François Laplantine. Anthropologies latérales* «De vive voix» ISBN 978-2-89578-010-6, 2002, 186 pages, 23$
—, *Entretiens avec Georges Anglade. L'espace d'une génération* «De vive voix» ISBN 978-2-89578-031-1, 2004, 272 pages, 24$
—, *Entretiens avec Hélène Reboul. Au bout de mon âge… Comprendre la vieillesse, apprivoiser la mort* «De vive voix» ISBN 978-2-89578-030-4, 2003, 204 pages, 23$
—, *Entretiens avec Jean Benoist. Entre les corps et les dieux. Itinéraires anthropologiques* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-85-9, 2000, 246 pages, 26$

Libersan, Claude, *Cette peur qui rend violent* ISBN 978-2-89578-039-7, 2003, 168 pages, 21$

Lipovetsky, Gilles, *Métamorphoses de la culture libérale. Éthique, médias, entreprise* ISBN 978-2-89578-009-0, 2002, 120 pages, 15$

Loslier, Sylvie, *Des relations interculturelles. Du roman à la réalité* ISBN 978-2-921569-40-8, 1997, 180 pages, 19$

Lynes, Patrick, *Le besoin de l'impossible. Impasses collectives et promesses d'avenir* ISBN 978-2-89578-121-9, 2007, 184 pages, 20$

Mailloux, Noël, *Psychologie, psychologie clinique, psychologie dynamique* «Voix psychanalytiques» ISBN 978-2-89578-133-2, 2007, 240 pages, 24$

Malenfant, Romaine, *Travail et grossesse. Peut-on laisser la maternité à la porte de l'entreprise?* ISBN 978-2-921569-30-9, 1996, 151 pages, 18$

Malenfant, Romaine (dir.), *La mesure du danger. Le risque entre la science et le sentiment* ISBN 2-921569-52-1, 1998, 188 pages, 25$

Malherbe, Jean-François, *Déjouer l'interdit de penser. Essais d'éthique critique I* ISBN 978-2-89578-004-5, 2001, 136 pages, 18$
—, *Les ruses de la violence dans les arts du soin. Essais d'éthique critique II* ISBN 978-2-89578-033-5, 2003, 128 pages, 18$
—, *La démocratie au risque de l'usure. L'éthique face à la violence du crédit abusif* ISBN 978-2-89578-051-9, 2004, 120 pages, 15$
—, *Les crises de l'incertitude. Essais d'éthqiue critique III* ISBN 978-2-89578-101-1, 2006, 126 pages, 16$

Marchand, Jacques, *Autonomie personnelle et stratégie de vie. Essai de morale fondamentale* ISBN 2-921569-76-7, 2000, 312 pages, 29$
—, *Introduction à la lecture de Jean-Paul Sartre* ISBN 978-2-89578-074-8, 2005, 176 pages, 18$
—, *Sagesses. Enquête historique sur la recherche de l'autonomie et du bonheur* vol. 1 (Introduction générale; Les Indos-Européens; Les Égyptiens) ISBN 978-2-89578-003-8, 2001, 336 pages, 28$
—, *Sagesses. Enquête historique sur la recherche de l'autonomie et du bonheur* vol. 2 (Les Mésopotamiens; Les Syriens et les Phéniciens; Bilan de la sagesse archaïque) ISBN 978-2-89578-027-4, 2002, 276 pages, 28$
—, *Sagesses. Enquête historique sur la recherche de l'autonomie et du bonheur* vol. 3 (L'idéologie biblique. Aux sources du fondamentalisme occidental) ISBN 978-2-89578-062-5, 2005, 608 pages, 40$
—, *Sagesses. Enquête historique sur la recherche de l'autonomie et du bonheur* vol. 4 (La pensée grecque, tome 1 *La naissance d'un monde*) ISBN 978-2-89578-122-6, 2007, 366 pages, 28$

Mc Murray, Line, *Nous, les enfants… Récits de quand j'étais petite, près du lac, dans la nature* «Figures libres» ISBN 978-2-89578-058-8, 2004, 184 pages, 18$
—, *Quatre leçons et deux devoirs de pataphysique. Créativité et culture de la paix* ISBN 978-2-921569-94-1, 2001, 208 pages, 24$
—, *La beauté des petites bêtes que personne n'aime* «Figures libres» ISBN 978-2-89578-094-6, 2006, 132 pages, 18$

McKinsey, Lauren, *et al.*, *Une frontière dans la tête. Culture, institutions et imaginaire canadiens* ISBN 978-2-9802019-3-6, 1991, 276 pages, 23$

Médam, Alain, *Ce que la musique donne à entendre. À propos du plaisir de l'écoute* ISBN 978-2-89578-090-8, 2006, 180 pages, 21$
—, *De l'actualité. Réflexions sur la forme éphémère du monde* ISBN 978-2-89578-042-7, 2003, 156 pages, 19$
—, *L'état des lieux. Regards sur soi et sur le monde* ISBN 978-2-89578-112-7, 2006, 216 pages, 23$
—, *L'étonnement et la réflexion. Retour vers la philosophie* ISBN 978-2-89578-152-3, 2008, 216 pages, 23$
—, *Montréal interdite* ISBN 978-2-89578-053-3, 2004, 264 pages, 18$
—, *La tentation de l'œuvre* ISBN 978-2-89578-007-6, 2002, 246 pages, 23$

Ménard, Guy, *Petit traité de la vraie religion. À l'usage de ceux et celles qui souhaitent comprendre un peu mieux le vingt et unième siècle* ISBN 978-2-921569-75-0, 1999, 234 pages, 23$; également, «Petite collection», ISBN 978-2-89578-124-0, 2007, 216 pages, 14$

Ménard, Guy (dir.), *Mariage homosexuel. Les termes du débat* coédition Le Devoir «Éthique publique hors série» ISBN 978-2-89578-038-0, 2003, 282 pages, 24$

Métayer, Michel, *La morale et le monde vécu. Pour une éthique concrète* ISBN 978-2-921569-95-8, 2001, 360 pages, 28$

Milot, Pierre, *Pourquoi je n'écris pas d'essais postmodernes* ISBN 978-2-921569-14-9, 1994, 144 pages, 17$

Morin, Fernand, *Pourquoi juge-t-on comme on juge? Bref essai sur le jugement* ISBN 978-2-89578-067-0, 2005, 120 pages, 15$
—, *Les présupposés de la règle de droit. Essai sur le non-dit du droit* ISBN 978-2-89578-107-3, 2006, 108 pages, 15$

Musicanada 2000, coédition Centre de musique canadienne ISBN 978-2-921569-96-5, 2001, 180 pages, 27$

Nadeau, Christian, et Marion Vacheret (dir.), *Le châtiment. Histoire, philosophie et pratiques de la justice pénale* ISBN 978-2-89578-083-0, 2005, 160 pages, 20$

Nassif, Jacques, *Un troisième temps pour la psychanalyse* ISBN 978-2-89578-105-9, 2006, 176 pages, 20$

Naudillon, Françoise, *Entretiens avec Jean Métellus. Des maux du langage à l'art des mots* «De vive voix» ISBN 978-2-89578-057-1, 2004, 200 pages, 23$

Nisole, Jean André, *Introduction critique à la psychopathologie clinique et thérapeutique* «Petite collection» ISBN 978-2-89578-125-7, 2007, 304 pages, 16$
—, *Rencontres d'un Occidental avec le zen* «La pensée en chemin» ISBN 978-2-89578-089-2, 2006, 96 pages, 15$

Nouss, Alexis, Simon Harel, Michaël La Chance (dir.), *L'infigurable* «Bibliothèque Liber» ISBN 2-921569-82-8, 2000, 204 pages, 28$

Olivier, Lawrence, *Contre l'espoir comme tâche politique.* Suivi de *Critique radicale. Essai d'impolitique* ISBN 978-2-89578-040-3, 2004, 252 pages, 24$
—, *Détruire: la logique de l'existence* ISBN 978-2-89578-148-6, 2008, 128 pages, 16$
—, *Michel Foucault. Penser au temps du nihilisme* ISBN 978-2-921569-21-7, 1995, 248 pages, 22$
—, *Le savoir vain. Relativisme et désespérance politique* ISBN 978-2-921569-54-5, 1998, 114 pages, 17$

Ouellet, Pierre, *Outland. Poétique et politique de l'extériorité* ISBN 978-2-89578-116-5, 2007, 270 pages, 25$
—, *Le sens de l'autre. Éthique et esthétique* ISBN 978-2-89578-026-7, 2003, 254 pages, 25$

Paquet, Gilles, *Gouvernance. Une invitation à la subversion* ISBN 978-2-89578-071-7, 2005, 400 pages, 25$
—, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité* ISBN 978-2-921569-65-1, 1999, 162 pages, 23$
—, *Pathologies de gouvernance. Essais de technologie sociale* ISBN 978-2-89578-044-1, 2004, 246 pages, 24$ • Épuisé

Pelletier, Pierre, *Au-delà du moi. Les thérapies transpersonnelles* «Petite collection» ISBN 978-2-89578-168-4, 2008, 408 pages, 16$
—, *Le psychanalyste et le Bouddha. Itinéraire spirituel* «Voix psychanalytiques» ISBN 978-2-89578-151-6, 2008, 200 pages, 23$

Peraldi, François, *Le sujet. Séminaire 1981-1982* «Voix psychanalytiques» ISBN 978-2-89578-104-2, 2006, 240 pages, 24$
—, *L'Autre. Le temps. Séminaire 1982-1985* «Voix psychanalytiques» ISBN 978-2-89578-128-8, 2007, 256 pages, 24$

Pinard, Rolande, *La révolution du travail. De l'artisan au manager* ISBN 978-2-921569-88-0, 2000, 342 pages, 29$; également, «Petite collection» ISBN 978-2-89578-145-5, 2008, 444 pages, 15$

Popovic, Pierre, *Entretiens avec Gilles Marcotte. De la littérature avant toute chose* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-35-4, 1996, 196 pages, 20$

Prémont, Marie-Claude, *Tropismes du droit. Logique métaphorique et logique métonymique du langage juridique* coédition Thémis «Le droit aussi…» ISBN 978-2-89578-032-8, 2003, 192 pages, 22$

Purnelle, Michel, *Une armée en déroute* «Trame» ISBN 978-2-921569-34-7, 1996, 189 pages, 18$ • Épuisé

Pratiques de la pensée. Philosophie et enseignement de la philosophie au cégep, Pierre Bertrand, Robert Hébert, Jacques Marchand, Michel Métayer, Laurent-Michel Vacher ISBN 978-2-89578-012-0, 2002, 192 pages, 20$

Quintin, Jacques, *Herméneutique et psychiatrie. Pouvoirs et limites du dialogue* «La pensée en chemin» ISBN 978-2-89578-080-9, 2005, 132 pages, 17$

Raboy, Marc, *Occasions ratées. Histoire de la politique canadienne de radiodiffusion* Traduit de l'anglais par Pierre R. Desrosiers, coédition Presses de l'université Laval ISBN 978-2-921569-38-5, 1996, 572 pages, 39$

Rae, Bob, *Prospérité et bien commun* Traduit de l'anglais par Pierre R. Desrosiers ISBN 978-2-921569-66-8, 1999, 186 pages, 21$

Richer, Simon, *Le chant de l'enclume. Portraits d'héritages vivants* «Figures libres» ISBN 978-2-89578-096-0, 2006, 150 pages, 18$

Roy, Jean-Pierre, *La lettre interdite de Kafka* ISBN 978-2-921569-19-4, 1995, 268 pages, 23$

Saillant, Francine et Éric Gagnon (dir.), *Communautés et socialités. Formes et force du lien social dans la modernité tardive* ISBN 978-2-89578-075-5, 2005, 288 pages, 27$
—, *De la responsabilité. Éthique et politique* ISBN 978-2-89578-092-2, 2006, 294 pages, 26$

Senécal, Jacques, *Le bonheur philosophe. De Pythagore à Al Gore* ISBN 978-2-89578-141-7, 2008, 258 pages, 24$
—, *Manières de dire, manières de penser. Initiation à la réflexion critique sur les lieux communs* ISBN 978-2-89578-060-1, 2004, 156 pages, 22$

Sénécal, Michel, *L'espace médiatique. Les communications à l'épreuve de la démocratie* ISBN 2-921569-28-6, 1995, 256 pages, 25$

Seymour, Michel (dir.), *États-nations, multinations et organisations supranationales* ISBN 978-2-89578-013-7, 2002, 504 pages, 35$
—, *Nationalité, citoyenneté et solidarité* ISBN 978-2-921569-68-2, 1999, 512 pages, 35$

Sicotte, Geneviève, *Le festin lu. Le repas chez Flaubert, Zola et Huysmans* «Petite collection» ISBN 978-2-89578-163-9, 2008, 330 pages, 16$

Somerville, Margaret, *Le canari éthique. Science, société et esprit humain* Traduit de l'anglais par Yolande Amzallag ISBN 978-2-89578-023-6, 2003, 318 pages, 26$ • Épuisé; également «Petite collection», ISBN 978-2-89578-123-3, 2007, 392 pages, 18$

Soussana, Gad, Joseph J. Lévy, Marcel Rafie (dir.), *Actualités de l'événement* ISBN 978-2-921569-83-5, 2000, 216 pages, 25$

Stratford, Philip, *Pôles et convergences. Essai sur le roman canadien et québécois* Traduit de l'anglais par Monique V.-Landa ISBN 978-2-9802019-6-7, 1991, 228 pages, 21$

Tardy, Évelyne, Manon Tremblay, Ginette Legault, *Maires et mairesses. Les femmes et la politique municipale* ISBN 978-2-921569-42-2, 1997, 114 pages, 18$

Tellier, Luc-Normand, *Redécouvrir l'histoire mondiale, sa dynamique économique, ses villes et sa géographie* ISBN 978-2-89578-063-2, 2005, 592 pages, 40$

Therrien, Jean-Marie, *Parole et pouvoir. Figure du chef amérindien en Nouvelle-France* «Petite collection» ISBN 978-2-89578-138-7, 2007, 272 pages, 14$

Trépanier, Geneviève, *Clonage reproductif et dignité humaine* ISBN 978-2-89578-088-5, 2006, 184 pages, 18$

Vacher, Laurent-Michel, *Bars, cafés, restos: scènes de la vie urbaine. Entretiens avec les frères Holder* ISBN 978-2-89578-065-6, 2005, 120 pages, 20$
—, *Le crépuscule d'une idole. Nietzsche et la pensée fasciste* ISBN 978-2-89578-050-2, 2004, 112 pages, 15$
—, *Découvrons la philosophie avec François Hertel* ISBN 978-2-921569-23-1, 1995, 195 pages, 20$
—, *Dialogues en ruine* ISBN 978-2-921569-36-1, 1996, 96 pages, 12$
—, *Entretiens avec Mario Bunge. Une philosophie pour l'âge de la science* «De vive voix» ISBN 2-921569-07-1, 1993, 142 pages, 18$
—, *Histoire d'idées*, ISBN 978-2-921569-84-2, 2000, 258 pages, 20$
—, *La passion du réel. La philosophie devant les sciences* ISBN 978-2-921569-59-0, 1998, 234 pages, 26$
—, *La passion du réel. La philosophie devant les sciences* «Petite collection» ISBN 978-2-89578-103-5, 2006, 232 pages, 16$
—, *La science par ceux qui la font* ISBN 978-2-921569-51-4, 1998, 216 pages, 26$
—, *Un Canabec libre. L'illusion souverainiste* ISBN 978-2-9802019-5-0, 1991, 90 pages, 9$
—, *Une petite fin du monde. Carnet devant la mort* ISBN 978-2-89578-077-9, 2005, 204 pages, 19$
—, *Une triste histoire et autres petits écrits politiques* ISBN 978-2-921569-97-2, 2001, 180 pages, 20$

Vacher, Laurent-Michel, Jean-Claude Martin et Marie-José Daoust, *Débats philosophiques. Une initiation* ISBN 978-2-89578-021-2, 2002, 264 pages, 20$

Verreault, Robert, *L'autre côté du monde. Le passage à l'âge adulte chez Michel Tremblay, Réjean Ducharme, Anne Hébert et Marie-Claire Blais* ISBN 978-2-921569-60-6, 1998, 168 pages, 21$

Villeneuve, Paquerette, *Entretiens avec Marie Saint Pierre. De la mode considérée comme un des beaux-arts* «De vive voix» ISBN 978-2-921569-46-0, 1997, 110 pages, 18$

Volant, Eric *Culture et mort volontaire. Le suicide à travers les pays et les âges* ISBN 978-2-89578-106-6, 2006, 414 pages, 28$
—, *La maison de l'éthique* ISBN 978-2-89578-025-0, 2003, 236 pages, 21$

Bulletin 12-0209.qxd 09-02-18 19:04 Page 12

Entretien

Gilles Paquet

suite de la p. 1

tous tentés de tirer la couverture de leur côté et de s'assurer la position dominante.

Consultation, médiation, négociation veulent faire émerger de nouvelles règles du jeu susceptibles de transformer un jeu à somme nulle (où ce que gagne l'un, l'autre le perd) en jeu à somme positive (où tout le monde gagne — peut-être moins que les intervenants auraient voulu mais gain tout de même, et gain dont les intervenants sont conscients — c'est pourquoi ils se rallient). On ne réussit pas toujours, évidemment. Les confrontations aveugles, souvent fomentées par des gens qui par la désinformation tentent de montrer que tous les jeux sont à somme nulle, mènent à des culs-de-sac et à des solutions destructives pour tous. Ces résultats désastreux forcent alors les intervenants (pour survivre) à modifier leurs stratégies, mais cela peut prendre bien du temps, surtout quand les idéologies aveuglantes empêchent les intervenants de voir quels arrangements les serviront le mieux à long terme. L'intervention gouvernance cherche à faire la lumière, à développer une super-vision — une vision plus ample que celle de chaque intervenant qui isolément a des œillères spatiales et temporelles qui l'empêchent de voir l'ensemble du territoire — afin de susciter l'adhésion volontaire à des arrangements qui ne sont peut-être pas l'*optimum optimorum*, mais des arrangements satisfaisants que les intervenants brimés par leur vision limitée n'avaient pas vus.

«Gouvernance» est un ancien mot qui a repris du service dans les années 1980 et 1990. Or ces années sont aussi celles qui ont été caractérisées par le retrait de l'État, par la privatisation, par la libéralisation des marchés — par le néolibéralisme. Est-ce une erreur de voir une corrélation entre l'avènement du concept de gouvernance et celui du néolibéralisme?

Corrélation douteuse et peu éclairante. Il ne faut pas ternir la notion de gouvernance en l'associant avec un néolibéralisme qu'elle n'accompagne pas nécessairement — même si c'est ce que font ses contempteurs.

Il existe trois grandes familles de mécanismes de coordination: la coercition, l'échange marchand et la réciprocité ou solidarité. Le gouvernement utilise surtout la coercition, il est le monopoleur de la contrainte publique, et établit, au nom de son omniscience et de sa prétention à décider du bien commun, de ce qui sera imposé aux citoyens. Ce mécanisme a beau être célébré comme une panacée par les jacobins, c'est un instrument contondant. L'invasion par l'État de toute une série de sphères d'activités dans les années 1960 au Québec a entraîné des résultats tellement désastreux que les intervenants ont lentement mais sûrement commencé à se tourner vers le marché comme solution de rechange dans les années 1980. Ils allaient découvrir que ni la coercition étatique ni l'échange marchand proposé par le néolibéralisme n'assurent une coordination complètement satisfaisante.

La gouvernance (dont on ne commence à parler vraiment qu'à la fin des années 80) suggère qu'il y a une troisième voie qui mélange coercition, échange marchand et adhésion volontaire par solidarité pour en arriver à une coordination efficace. C'est une erreur de penser que néolibéralisme et gouvernance sont advenus ensemble. La gouvernance arrive après les échecs du jacobinisme et du néolibéralisme et vient proposer une solution tierce qui veut remplacer ces deux formes de pensée unique par des solutions mixtes et négociées de manière à utiliser au mieux tous les mécanismes de coordination plutôt que miser sur un seul.

La gouvernance conteste tout autant (et avec une égale vigueur) la gouverne étatique coercitive que la gouverne néolibérale par le marché sauvage. L'État accuse la gouvernance de péché néolibéral parce qu'elle veut réduire le rôle excessif mais censément sacré de l'État, alors que les sociétés privées accusent la gouvernance de péché collectiviste parce qu'elle commande de réduire la dominance des seuls actionnaires dans la gouverne des sociétés privées à responsabilité limitée.

La gouvernance est donc éclectique sur le plan idéologique: elle cherche à mettre en place une gouverne qui marche, des arrangements arrimés aux circonstances au nom d'impératifs qui imposent un minimum d'efficacité, d'équité, de légitimité, de résilience et d'innovation. En ce sens, la gouvernance met en examen tous les arrangements (traditionnels ou non) et leur demande des comptes. Le fait qu'elle soit attaquée, différemment mais fondamentalement sur ses flancs gauche et droit, montre bien que c'est moins son caractère idéologique que son caractère questionneur qui fait qu'on l'attaque.

Vous venez d'y faire allusion, vous avez mis la notion de gouvernance à l'épreuve sur le terrain de l'histoire du Québec dans* Oublier la Révolution tranquille. *Comment a-t-on accueilli ce travail où vous dénoncez le tout-à-l'État de la Révolution tranquille?

Assez mal, il faut le dire. On m'a accusé, je le répète, de péché néolibéral parce que, pour les jacobins, l'État est sacré, c'est une transfiguration de la société, l'instance chargée de définir le bien commun. J'étais donc sacrilège. Mon constat que l'invasion de l'État avait eu certains effets bénéfiques mais beaucoup d'effets pervers au Québec a été dénoncé. En fait, les effets destructeurs de l'étatisme des années 1960 et 1970 sont clairement établis. J'ai suggéré que l'étatisme avait détruit beaucoup de capital social et sapé les capacités à collaborer dans la société civile en générant toute une ribambelle de créances et de fausses représentations, et en déresponsabilisant les citoyens. C'est évident pour qui ne refuse pas de voir.

Alors que, dans les années 1950, le taux de chômage du Québec est un point de pourcentage plus grand qu'en Ontario, cet écart grimpe à 2% et 3% dans les deux décennies suivantes, et à plus de plus de quatre points de pourcentage dans les années 1980. C'est la descente aux enfers, dira Pierre Fortin. Pourquoi? Parce que la coordination et la collaboration au Québec sont en chute libre: arrêts de travail dans les services essentiels, deux fois plus de jours par emploi salarié perdus pour cause de grèves ou lockout au Québec qu'en Ontario, etc. Voilà qui se traduit par un chômage élevé et persistant, et une faiblesse des investissements des entreprises. Pourquoi ces empoignes? Parce que l'État a instauré un régime de créances (*entitlements*) déraisonnables: on a décrété des niveaux de salaire minimum qui n'avaient aucun rapport avec la productivité, et on a statué que les préférences des citoyens avaient statut de droits.

Ces résultats désastreux vont ouvrir les yeux des moins doctrinaires. Il va alors se produire un virage dans la société québécoise pour se libérer de ce carcan à partir de 1983: gel de salaires, loi sur les services essentiels, retour à une certaine conscience des réalités économiques de base, etc. — la paix sociale se réinstalle. On va se redonner un peu de bon sens économique en évitant de permettre que les salaires soient déterminés sans égards à la productivité. La situation s'améliore. Dans les années 1990, le nombre de jours perdus dans des conflits de travail retombe au même niveau que celui de l'Ontario.

Mais les mécanismes de marché et l'évangile néolibéral ne vont pas donner des résultats mirobolants. Voilà pourquoi on va être amené dans tous les secteurs, à partir des années 1990, à chercher ce qui pourrait être un mélange moins inadéquat d'État, de marché et de réciprocité. C'est l'objectif explicite de mon livre de 1999 que de suggérer qu'il ne faut pas s'en remettre strictement à l'État et au marché, mais construire aussi sur la société civile, et compter surtout avec une gouvernance collaborative.

Cette suggestion va être combattue vivement à la fois par les idéologues manichéens du tout-à-l'État et du tout-au-Marché. Cependant, les praticiens ont continué de chercher sur le terrain le dosage d'État, de Marché et d'économie sociale et solidarité qui ferait mieux l'affaire. Et on l'a fait avec succès. C'est ce qui explique la résurrection de la socioéconomie québécoise: il y a eu remontée du revenu réel par habitant d'âge actif au Québec de 82% du niveau ontarien dans les années 1980, à plus de 90% du niveau ontarien dans les années 2000.

Dix ans après ce livre, il n'est pas déraisonnable de dire que ce message est maintenant moins contesté qu'il l'a été à l'époque. C'est que les illusions jacobine et néolibérale ont toutes deux perdu du lustre. Mais il faut se méfier: l'illusion jacobine reste énormément vivace et toxique au Québec. Dans le monde de l'administration publique et chez une certaine intelligentsia, la gouvernance n'est pas considérée comme simple nuisance mais comme l'ennemi numéro 1: une notion qui veut débronzer l'État et le déboulonner de son piédestal. Voilà qui commande, dans ces cénacles, non pas une critique raisonnée de ma position, mais rien de moins que du travail d'exorcisme — pour chasser le démon.

Revenons à votre définition de la gouvernance. Ne peut-on pas craindre que si personne n'est en charge, si pouvoir, ressources et information sont entre plusieurs mains, personne n'est plus responsable de rien? Est-ce que ce risque de déresponsabilisation accompagne nécessairement l'adoption de l'approche gouvernance?

Disons-le brutalement, l'idée que la gouvernance abolit la responsabilité est absurde. La gouvernance relativise, au nom d'un certain réalisme, la responsabilité des parties prenantes et suggère qu'il faut punir les fautes quand on peut connaître les coupables, mais qu'il ne faut pas inventer des coupables quand la responsabilité est diffuse. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit surtout de réparer les organisations où la coordination fait défaut, et où le mélange de contrainte, d'échange marchand et de solidarité n'est pas adéquat si l'on veut assurer une collaboration porteuse de meilleurs résultats.

Il n'y a pas déresponsabilisation, mais, tout au contraire, effort de re-responsabilisation du citoyen et de tous les intervenants une fois qu'on a dépossédé les potentats de leur faux pouvoir dominant. Mais il faut que ce soit une responsabilité raisonnable qui doit être déterminée *hic et nunc* plutôt qu'arbitrairement et de manière absolue et dangereuse. S'opposer à ce qu'on invente des coupables et des responsables quand culpabilité et responsabilité ne sont pas au rendez-vous n'est pas abolir la responsabilité, c'est dégriffer, dé-absolutiser la responsabilité.

La célébration de la transparence et de la reddition de comptes comme les grandes vertus modernes par les apôtres de la responsabilité absolue a donné lieu à des excès. Comme disait Jean Lacouture, la transparence est à la vérité ce que la nudité est à l'amour — nécessaire peut-être, mais pas suffisante; quant à l'orgie de mécanismes de surveillance qu'on a infligés aux systèmes de gouvernance dans le passé récent, c'est le plus sûr moyen de détruire la confiance et d'installer la défiance à demeure dans nos mœurs. Il ne faudrait pas oublier l'importance de la confiance et des contrats moraux qui règlent nos vies, et tomber dans des excès de surveillance qui vont non seulement stériliser l'innovation mais aussi démultiplier la tromperie.

Quant à ce qui sera nécessaire pour re-responsabiliser les citoyens, c'est évidemment la remise en question de ce qui a été à la source de la déresponsabilisation — le providentialisme, les chartes de droits en l'absence de chartes de responsabilités. Cinquante ans de mauvaises habitudes ne sauraient disparaître sans que l'État devienne plus léger et davantage le fournisseur de la super-vision qui cherche à rendre du pouvoir au citoyen plutôt qu'à engendrer sa servitude volontaire et son infantilisation.

Quel est l'avenir de la notion de gouvernance, comment pousser plus loin, comment lui faire rendre tout ce qu'elle semble promettre à vos yeux en termes de capacité diagnostique et curative?

Le projet gouvernance lancé il y a une dizaine d'année autour du centre d'études en gouvernance de l'université d'Ottawa a déjà produit quelques douzaines de volumes. Il y a maintenant de multiples autres centres avec des programmes connexes. Mais c'est une croisade qui est loin d'être arrivée à terme parce que l'opposition reste féroce: on accuse la gouvernance d'être inutile, idéologique et destructive.

Le chemin de la gouvernance collaborative sera long et malaisé. Mais la crise économique grave qu'on est en train de vivre va aider. Il est devenu en effet parfaitement clair que, dans aucun pays, l'État n'est vraiment «en charge». Les États n'ont pas été capables avec leurs moyens coercitifs de protéger leurs citoyens de la crise. Pour s'en sortir, privé, public et social vont devoir trouver des moyens de collaborer… or c'est justement ce que la gouvernance propose. On peut donc croire que des arrangements de rechange vont enfin pouvoir émerger par expérimentation obligée. C'est en train de se produire lentement au niveau mondial.

Localement, on a des difficultés d'apprentissage aiguës. À entendre les débats à la Chambre des communes à Ottawa, ou à l'Assemblée nationale à Québec, ou à l'écoute des aboiements fédéral-provinciaux à la Danny Williams, il est clair qu'on en est encore au Québec et au Canada à ce que Barack Obama nomme l'ère des doléances mesquines, des combats insignifiants et des guerres idéologiques alimentées par la désinformation systématique qui cherche à dénoncer toute collaboration prometteuse en jeu à somme nulle afin de pouvoir s'y opposer. C'est la stratégie de Gilles Duceppe.

Mais à proportion que la crise va se creuser, on va commencer à comprendre que la gouvernance collaborative est la seule voie de sortie de crise. Les évangélistes du tout-à-l'État et du tout-au-Marché et les grands prêtres idéologiques vont devoir aller se rhabiller. La dernière fois, au Québec, on a mis une quinzaine d'années à comprendre — de la fin des années 1960 au début des années 1980 — que la solution jacobine ne nous permettrait pas de bien nous tirer d'affaires, et, ensuite, on a mis presque une décennie pour s'apercevoir qu'on ne pouvait pas compter exclusivement sur le marché non plus. Il faut espérer qu'on apprendra plus vite cette fois, et que les chantres des idéologies étatiste et néolibérale vont comprendre qu'il faut arrêter de jouer aux imprécateurs et commencer à écouter, à travailler de concert, à bâtir des accommodements raisonnables sur un mélange judicieux de contrainte étatique, d'échange marchand et de solidarité sociale. C'est le grand message de l'approche gouvernance.

Au cœur de cette transition réussie, il y a l'expérimentation. C'est la seule façon de faire la preuve du mouvement: en marchant. Les praticiens de la gouvernance doivent donc être présents sur tous les chantiers, si petits soient-ils. Il existe maintenant suffisamment de ces expérimentations réussies pour qu'on ait bon espoir que l'approche gouvernance s'impose. Pas d'épiphanie, juste une présence.

Directeur: Giovanni Calabrese; codirectrice: Micheline Gauthier; assistants à l'édition: Richard Raymond et Élodie Adam-Vézina; relation de presse: Félix J. Philantrope
Éditions Liber, 2318, rue Bélanger, Montréal, Québec, H2G 1C8; téléphone 514-522-3227; télécopie 514-522-2007; site: www.editionsliber.com; adresse électronique: info@editionsliber.com

Diffusion
Canada: Diffusion Dimedia, 539, boulevard Lebeau, Montréal, Québec, H4N 1S2; téléphone 514-336-3941; télécopie 514-331-3916; adresse électronique: general@ dimedia.qc.ca
France et Belgique: Diffusion du nouveau monde, DNM, 30, rue Gay-Lussac, 75005 Paris; téléphone 01 43 54 49 02; télécopie 01 43 54 39 15; adresse électronique: direction@librairieduquebec.fr
Suisse: Servidis, 5, rue des Chaudronniers, C. P. 3663, CH-1211, Genève 3; téléphone 022-960-9510; télécopie 022-960-9525; adresse électronique: admin@servidis.ch

Les éditions Liber reçoivent des subventions du Conseil des arts du Canada, du ministère du Patrimoine (PADIE) et de la Sodec.